

EUROBAROMETRE 67

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

PRINTEMPS 2007

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Cette enquête a été commandée et coordonnée par la Direction Générale de la Communication. Le rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne en France.

Ce document ne représente pas l'opinion de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que ses auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
I) LE CONTEXTE	3
A) LA CONFIANCE DANS L'AVENIR	3
B) LA SITUATION GÉNÉRALE DU PAYS	8
C) LA MONDIALISATION	11
II) IMAGES ET IDENTITÉS	14
A) LES REPRÉSENTATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE	14
B) CINQUANTE ANS APRÈS LE TRAITÉ DE ROME	18
C) LES SYMBOLES	20
D) LE SENTIMENT EUROPÉEN	22
III) LES FRANÇAIS ET L'UNION EUROPÉENNE	24
A) APPARTENANCE ET BÉNÉFICES	24
B) LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS	29
C) INFORMATIONS ET CONNAISSANCES	32
IV) LES ENJEUX POUR L'AVENIR	35
A) LE FUTUR DE L'UNION	35
B) LA POLITIQUE EXTÉRIEURE	37
C) L'ÉLARGISSEMENT	39
D) PRIORITÉS ET NIVEAU DE DÉCISION	42
E) LES INSTITUTIONS	44
CONCLUSION	47
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	48

INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre standard sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale Communication, Secteur opinion publique).

Ces études sont réalisées dans les 27 États membres de l'Union européenne, ainsi que dans deux pays candidats, la Croatie et la Turquie. Dans chaque pays, un même questionnaire est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans ou plus interrogé en face-à-face.

La présente enquête (Eurobaromètre 67) a été réalisée en face-à-face entre le 10 avril et le 15 mai 2007 par TNS Opinion & Social auprès d'un échantillon total de 29222 personnes âgées de 15 ans ou plus. En France, 1013 personnes ont été interrogées par TNS Sofres entre le 10 avril et le 8 mai 2007.

La première partie de ce rapport Eurobaromètre France porte sur le climat général de l'opinion (situation personnelle, état du pays, perception de la mondialisation).

La deuxième partie se penche sur la manière dont est perçue l'Union européenne, à travers l'étude des images et des représentations (signification de l'Union, bilan de 50 ans de construction européenne, attachement aux symboles, fondements du sentiment européen).

La troisième partie examine la façon dont les Français perçoivent globalement l'Union européenne (appartenance et bénéfices, confiance, degré d'information).

La dernière partie du rapport analyse l'opinion des Français à l'égard des grands enjeux pour l'avenir de l'Europe (vision du futur, politique extérieure, élargissement, priorités, perspectives institutionnelles).

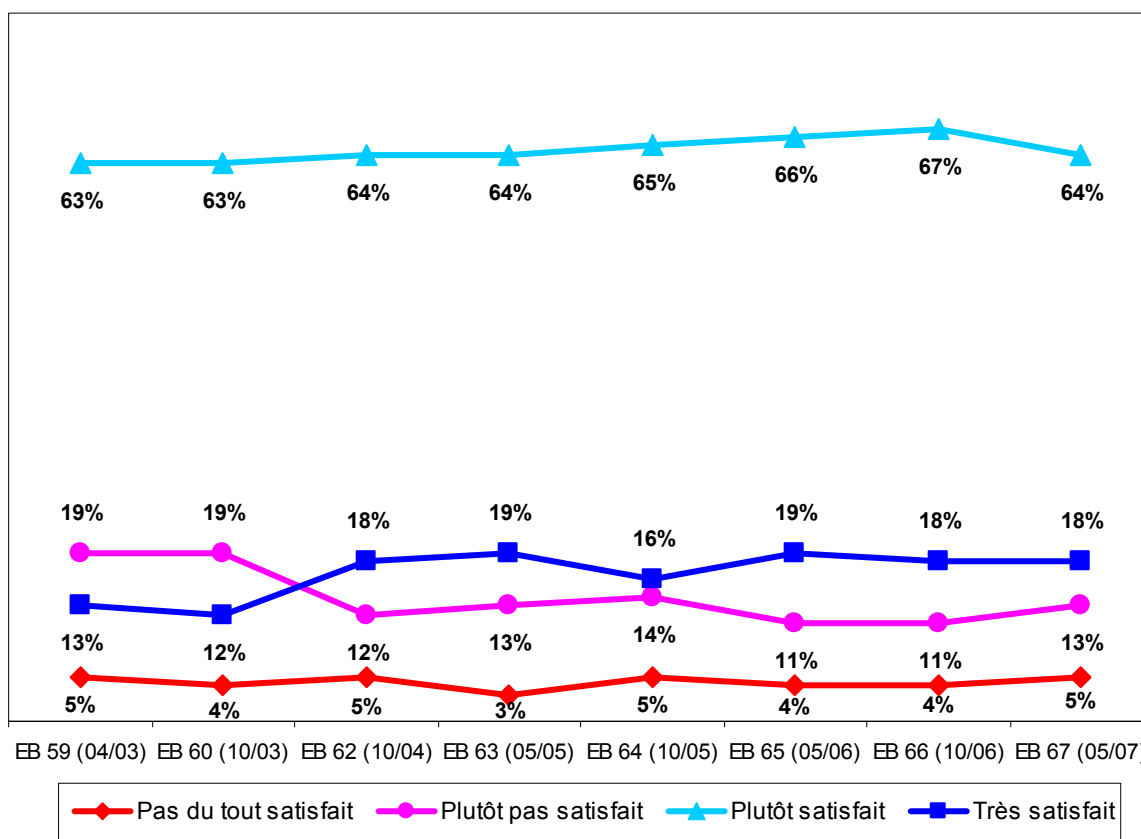
Plusieurs tableaux illustrent les données de ce sondage. Sauf mention contraire, les données se rapportent aux personnes interrogées en France. Le sigle UE-27 indique la moyenne des vingt-sept États membres de l'Union européenne.

I) LE CONTEXTE

A) LA CONFIANCE DANS L'AVENIR

Une amélioration du climat

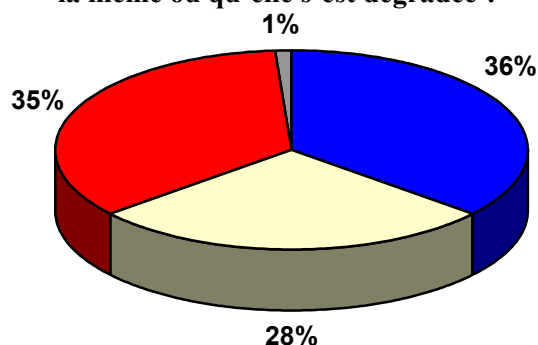
D'une façon générale, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de la vie que vous menez (trend) ?



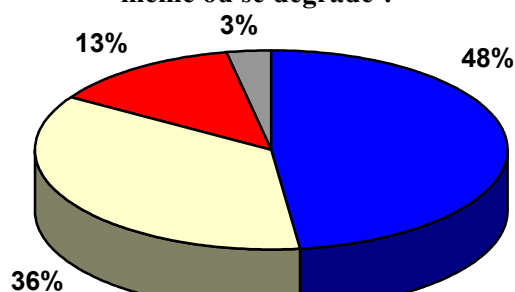
En dépit d'une légère baisse, l'indice de satisfaction sur la vie personnelle demeure à un niveau très élevé : 64% des Français se déclarent plutôt satisfaits de leur vie (-3 points par rapport à l'automne 2006) et 18% très satisfaits (sans changement). Le taux de satisfaction global atteint donc 82%, deux points au-dessus de la moyenne UE-27.

**En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale,
les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ...?**

Si vous comparez votre situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle est restée à peu près la même ou qu'elle s'est dégradée ?



Au cours des cinq années à venir, vous attendez-vous à ce que votre situation personnelle s'améliore, reste à peu près la même ou se dégrade ?



■ Amélioration
 ■ Stabilité
 ■ Dégradation
 ■ NSP

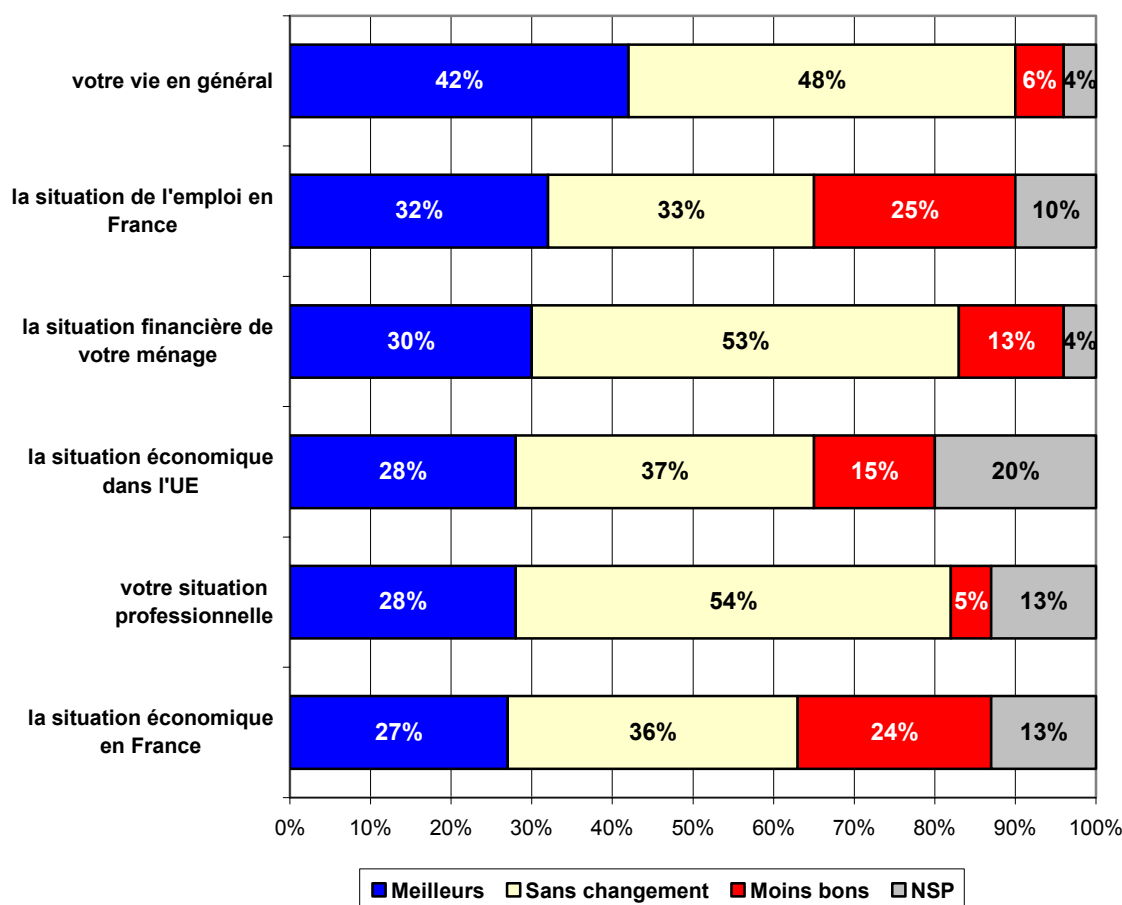
Invités à comparer leur situation à celle d'il y a cinq ans, 36% des Français pensent qu'elle s'est améliorée, 28% qu'elle est restée la même et 35% qu'elle s'est dégradée. Ces résultats sont identiques à ceux enregistrés il y a douze mois.

En ce qui concerne leurs attentes pour les cinq prochaines années, 48% des Français pensent que leur situation personnelle s'améliorera, 36% qu'elle restera la même et 13% qu'elle se dégradera. Par rapport à l'Eurobaromètre 65 (mai 2006), la catégorie des « optimistes » gagne 5 points et celle des « pessimistes » perd 4 points.

Les réponses à ces deux questions sont fortement liées à l'âge des répondants. Parmi les 15-24 ans, 62% ont l'impression que leur situation s'est améliorée au cours des cinq années précédant l'enquête et 75% font le pari qu'elle s'améliorera au cours des cinq années suivantes. Chez les 25-39 ans, les chiffres sont respectivement de 55% et 69%, mais ils tombent à 32% et 50% dans la tranche d'âge 40-54 ans. Les seniors se montrent plus pessimistes: seuls 9% pensent que leur vie personnelle a évolué dans le bon sens au cours des cinq années passées et à peine 13% croient qu'elle s'améliorera.

L'âge de fin d'études est une autre variable très discriminante: 15% de ceux qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 20 ans jugent que leur situation s'est globalement améliorée au cours des cinq dernières années et ils ne sont que 20% à prédire une évolution positive dans les années à venir. A l'inverse, 47% de ceux qui ont poursuivi leurs études au-delà de 20 ans portent un jugement positif sur les cinq années passées et 53% font preuve d'optimisme pour les cinq années suivantes.

Les douze prochains mois seront-ils meilleurs/sans changement/ moins bons en ce qui concerne... ?



Comme toujours, les Français se montrent plus optimistes sur leur situation personnelle que sur celle de leur pays. 42% des personnes interrogées pensent ainsi que leur vie en général s'améliorera dans les douze prochains mois, 48% qu'elle ne changera pas et 6% qu'elle sera moins bonne ; 28% que leur situation professionnelle s'améliorera, 54% qu'elle restera stable et 5% qu'elle empirera; 30% que la situation financière de leur ménage sera meilleure, 54% qu'elle n'évoluera pas et 13% qu'elle se dégradera.

Toutefois, après une longue série d'enquêtes marquées par un pessimisme profond sur les perspectives économiques, on enregistre une forte hausse des indicateurs de confiance relatifs à la France. Les pronostics d'amélioration concernent à la fois le marché de l'emploi (32%, +10) et la situation économique en France (27%, +9).

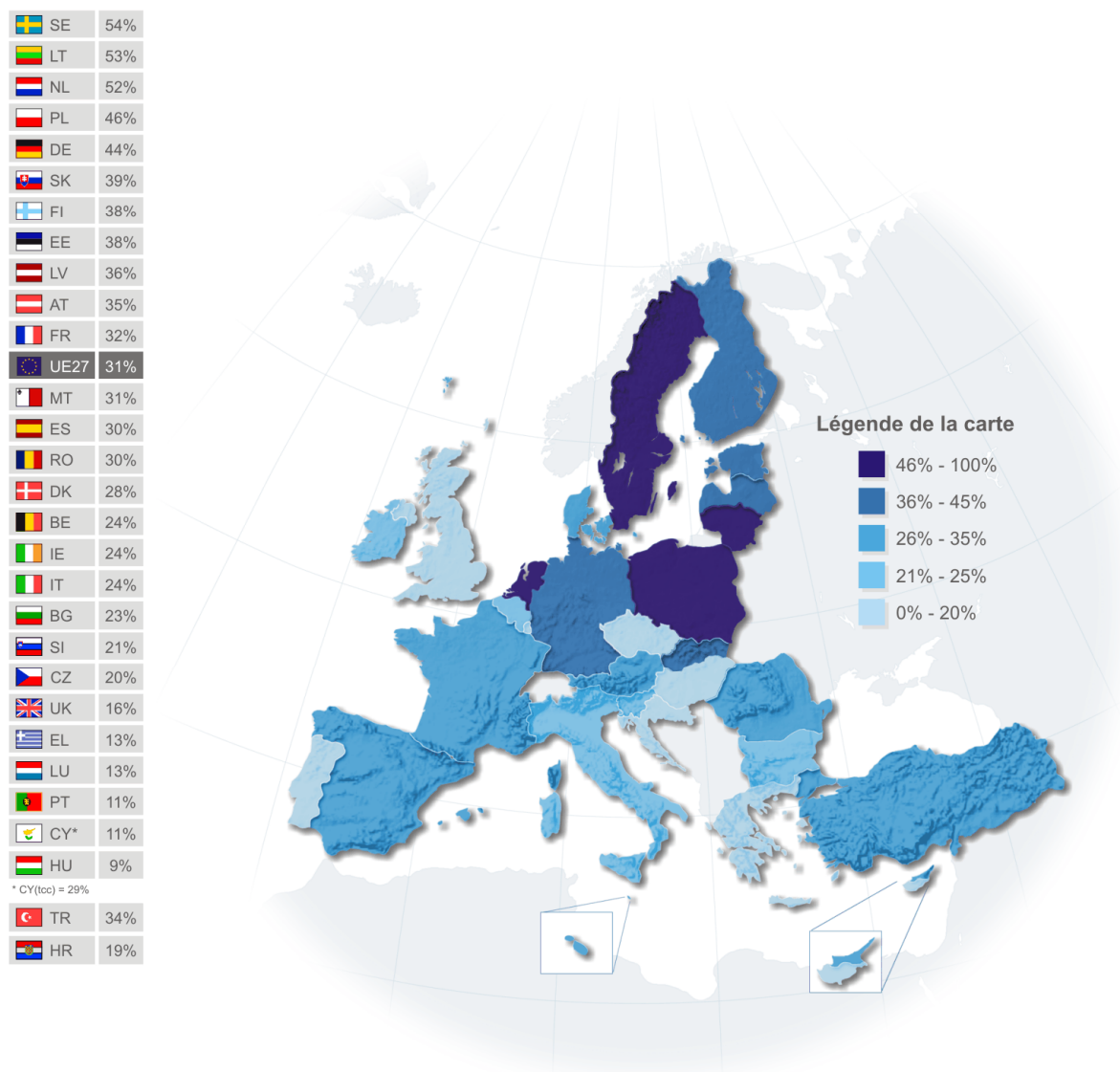
Indices de confiance (solde "meilleurs – moins bons")

	Automne 2004	Printemps 2005	Automne 2005	Printemps 2006	Automne 2006	Printemps 2007
Situation de l'emploi en France	-30	-31	-32	-30	-14	+7
Situation économique de la France	-25	-25	-39	-36	-19	+3

Question: QA4.5. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

Réponses: Meilleurs



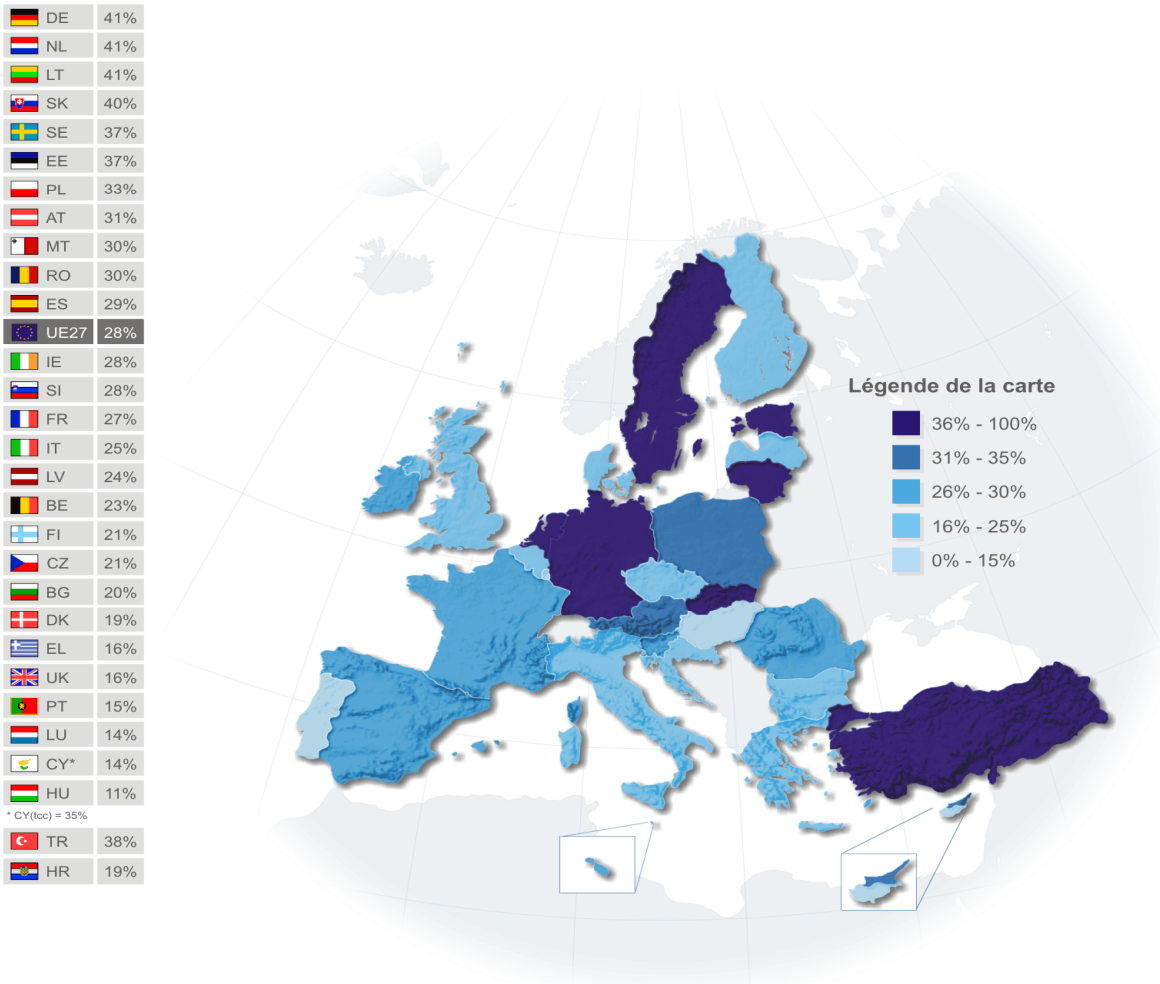
Loin d'être un phénomène purement français, le relatif optimisme sur la situation de l'emploi concerne la plupart des pays de l'Union européenne: une amélioration sur ce front est attendue par 31% des citoyens de l'UE¹ (+8 points par rapport au printemps dernier), une proportion comparable à celle que l'on rencontre en France (32%). Les Suédois (54%), les Lettons (53%) et les Néerlandais (52%) se révèlent être les plus optimistes dans ce domaine.

¹ Remarquons toutefois que la moyenne de l'Eurobaromètre 66 se référait encore aux 25 États membres, sans compter la Bulgarie et la Roumanie.

Question: QA4.2. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: La situation économique en (NOTRE PAYS)

Réponses: Meilleurs



Pour ce qui est des perspectives économiques d'ensemble, la France (27% de pronostics positifs) rejoint la moyenne européenne (28%)². La progression enregistrée dans l'Hexagone (+9 points en un semestre) dépasse tout de même de cinq points la moyenne UE-27.

Les Européens les plus confiants quant au dynamisme futur de leur économie sont les Allemands, les Néerlandais, les Lettons et les Slovaques (41%).

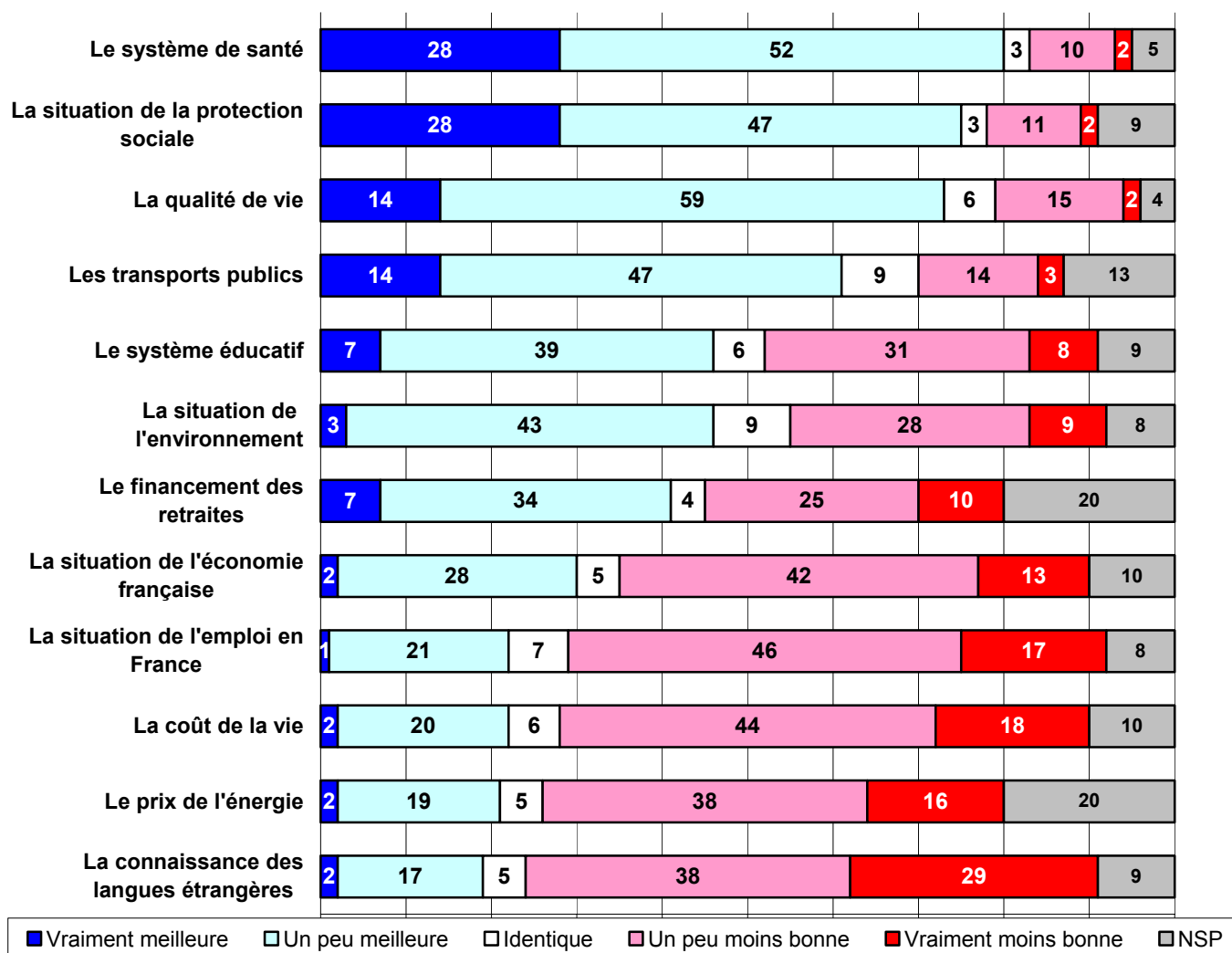
² Voir note précédente.

⁵ Plusieurs réponses possibles

B) LA SITUATION GÉNÉRALE DU PAYS

Le chômage toujours au cœur des préoccupations

Pour chacun de ces domaines, diriez-vous que la situation en France est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?



La perception de la situation française par rapport à celle des autres États membres fait apparaître une dichotomie entre, d'une part, ce qui relève du modèle social et, d'autre part, la sphère plus strictement économique.

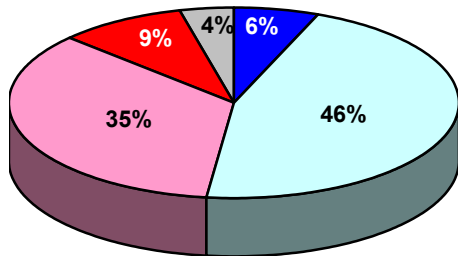
Dans le premier domaine, les Français ont, dans l'ensemble, le sentiment d'une situation plus favorable (« bien meilleure » ou « plutôt meilleure ») que dans le reste de l'Europe, qu'il s'agisse du système de santé (80%), de la protection sociale (75%), de la qualité de la vie (73%) ou des transports publics (63%).

En revanche, l'évaluation comparative se fait plus négative pour ce qui concerne la situation de l'économie (« plutôt moins bonne » ou « beaucoup moins bonne » en France selon 55% des répondants), la situation de l'emploi (63%), le coût de la vie (62%) et le prix de l'énergie (54%).

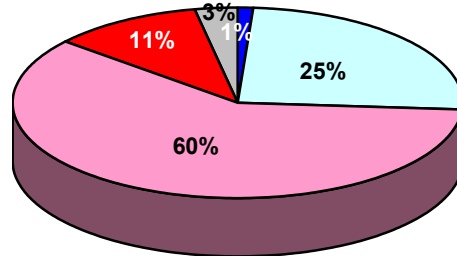
Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

La situation de l'économie française

Résultats UE-27

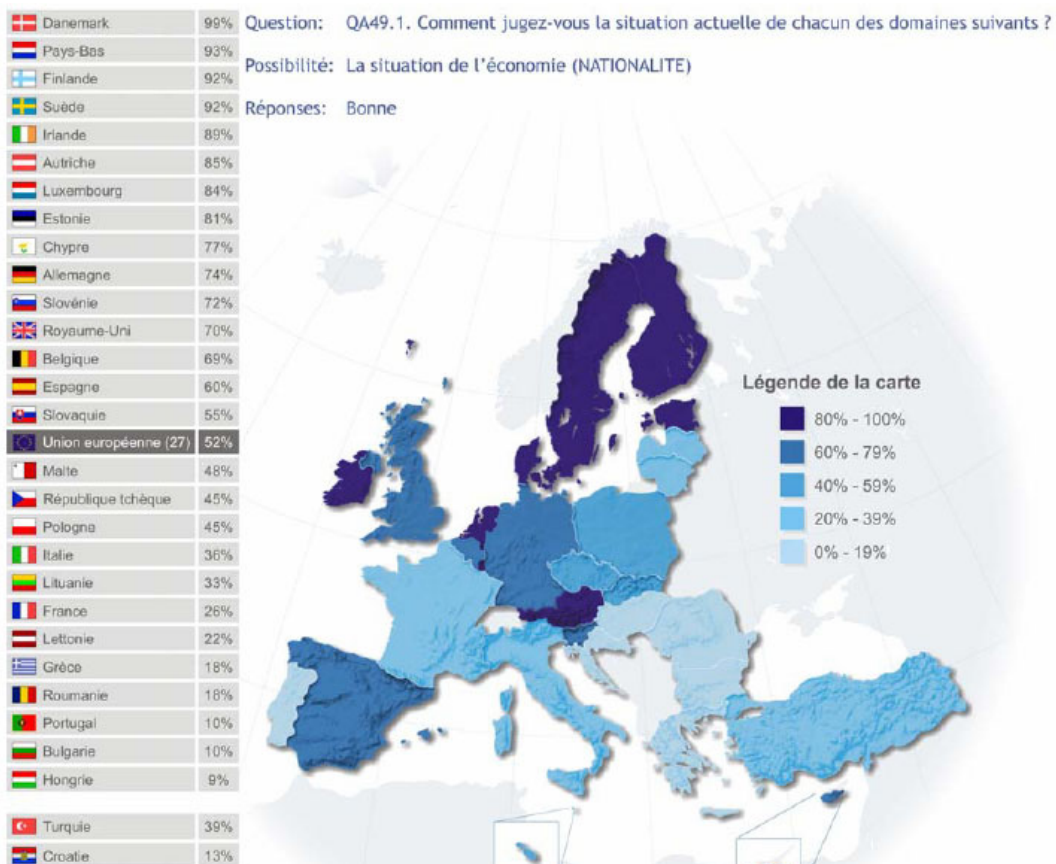


Résultats France



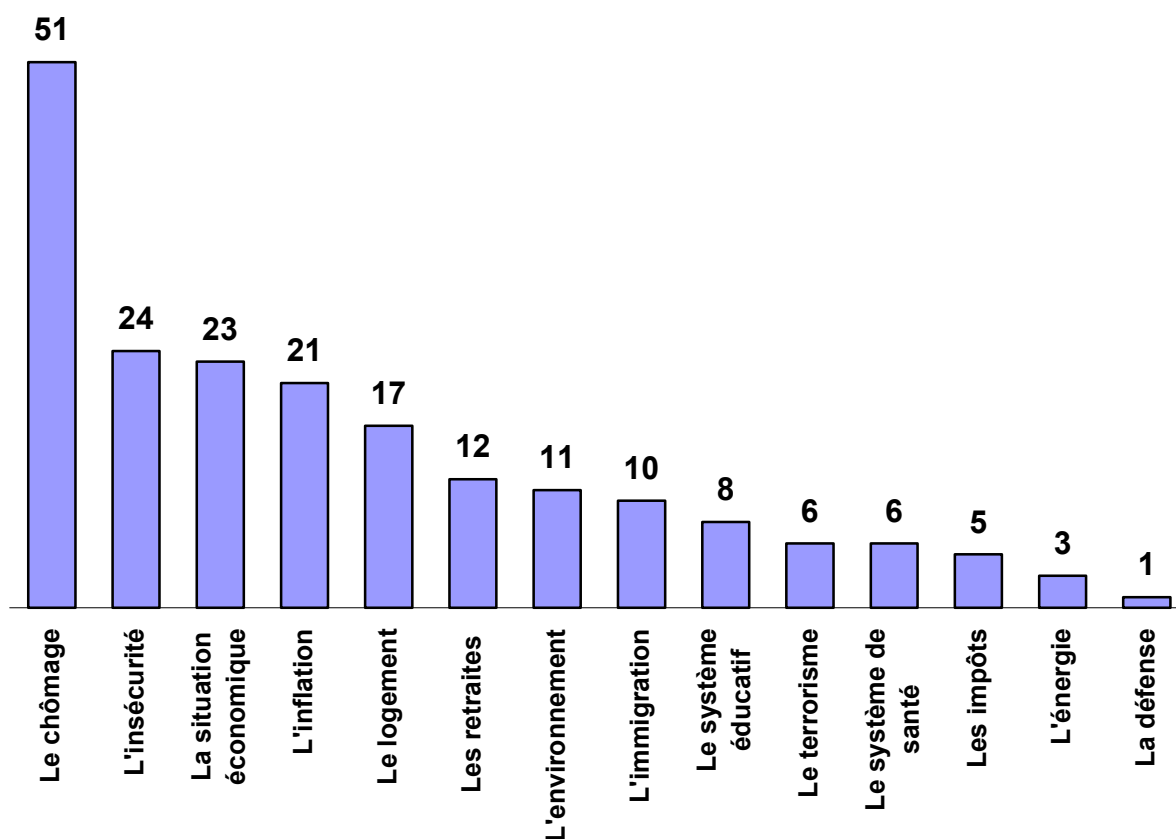
■ Très bonne ■ Plutôt bonne ■ Plutôt mauvaise ■ Très mauvaise ■ NSP

A peine 26% des Français jugent « plutôt bonne » (25%) ou « très bonne » la situation de l'économie française (-5 points depuis l'automne dernier), tandis que 71% des Français la jugent « plutôt mauvaise » (60%) ou « très mauvaise » (11%), soit une hausse de six points au total.



Parmi les "anciens" Etats membres, seuls la Grèce et le Portugal ont une population qui juge plus sévèrement la situation de leur économie. La France se situe désormais 26 points derrière la moyenne européenne (contre 13 points lors de la précédente vague). Le contraste est frappant avec l'Allemagne, pays dans lequel les jugements positifs sur la situation économique progressent de 31 points en un semestre (à 74%) tandis que les opinions négatives reculent d'autant (et n'atteignent plus que 24%).

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face la France en ce moment (deux réponses maximum) ?



Le chômage est considéré comme l'un des deux problèmes les plus importants par 51% des Français, ce qui représente une hausse de 4 points par rapport à l'automne dernier. Ce niveau reste inférieur à celui atteint il y a un an, en pleine crise du Contrat première embauche (CPE), mais il n'y a guère qu'en Allemagne et au Portugal que le chômage représente un tel niveau de préoccupation pour les citoyens.

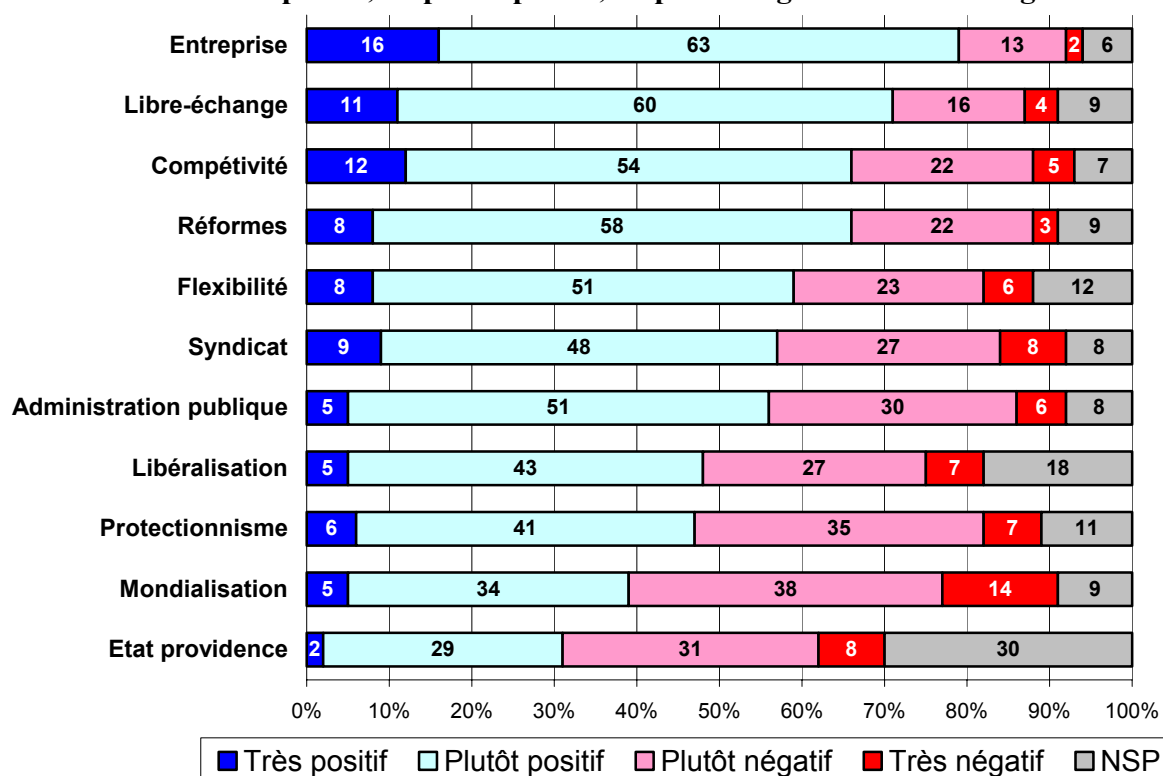
L'insécurité conserve la deuxième place (24%, -4), devançant de peu la situation économique (23%, =) et l'inflation (21%, en progression de trois points). On constate par ailleurs une forte hausse des préoccupations liées au logement (17%, +9) et à l'environnement (11%, +3), une stabilité pour la question des retraites (12%, =) et une baisse significative des inquiétudes liées à l'immigration (10%, -8).

La place modeste accordée aux problèmes d'environnement n'empêche pas 93% des Français pensent que la question du réchauffement de la planète devrait être traitée de manière « très urgente » (70%) ou « plutôt urgente » (23%) par l'Union européenne. De même, 94% des personnes interrogées se déclarent « tout à fait d'accord » (71%) ou « plutôt d'accord » (23%) avec l'idée que l'Union européenne devrait mettre en œuvre des politiques nouvelles pour réduire d'au moins 20% les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020. Il s'agit de la proportion la plus élevée, avec la Suède et la Slovaquie.

C) LA MONDIALISATION

Une opinion un peu moins craintive

Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif ?

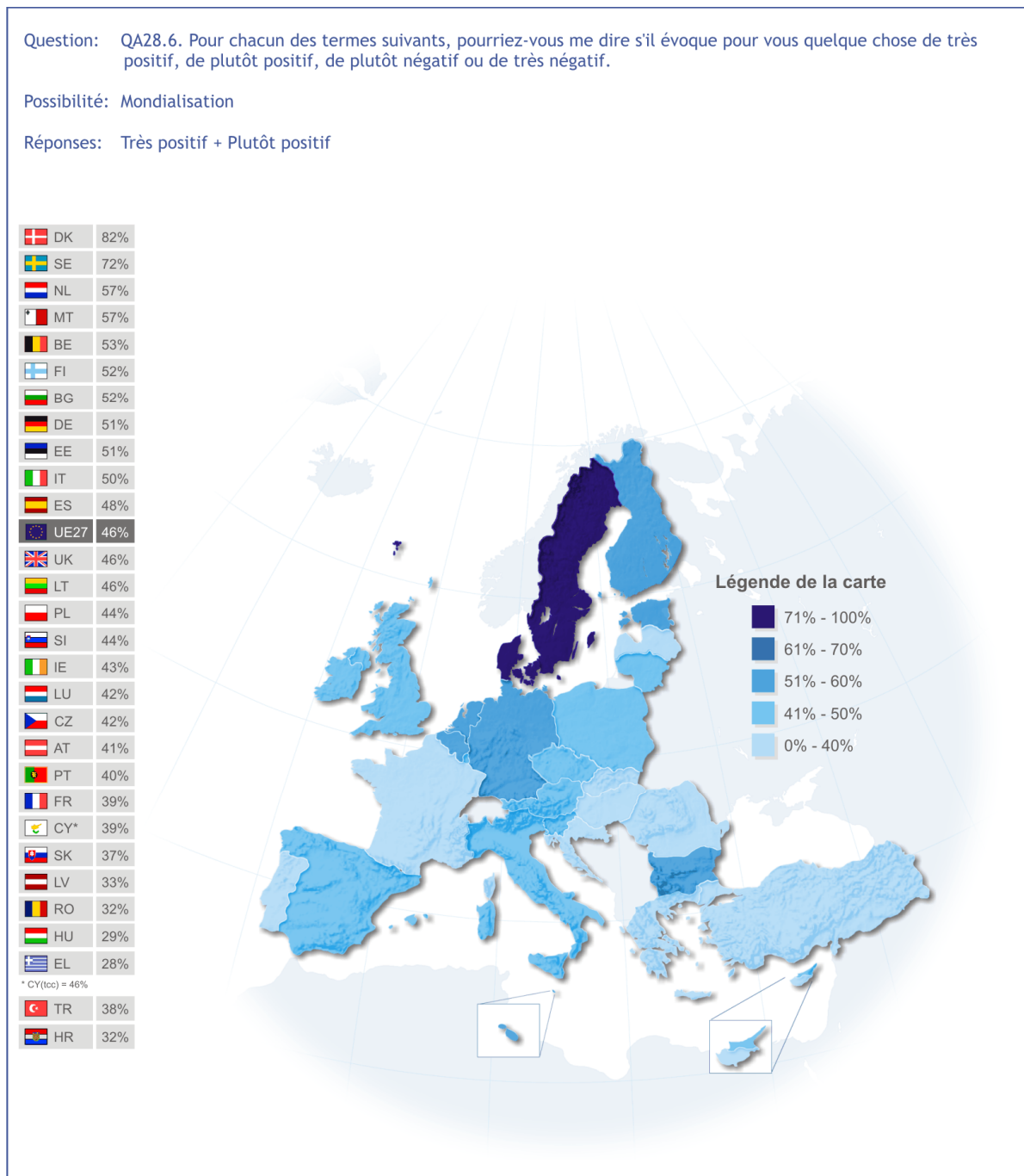


Si l'on additionne les jugements « plutôt » et « très » positifs, on remarque que les Français – contrairement à certaines idées reçues - plébiscitent l'entreprise (79%, + 5 points par rapport à l'année précédente), le libre-échange (71%, +9), la compétitivité (66%, +8) et les réformes (66%, +7). Cela ne les empêche pas d'être majoritairement favorables aux syndicats (57%, +1) et à l'administration publique (56%, +6). L'état-providence ne recueille que 31% d'avis positifs, mais s'explique peut-être par une certaine méconnaissance de cette notion (ce que confirme le niveau élevé - 30% - de personnes ne s'exprimant pas sur la question). Une expression comme celle de "protection sociale" aurait probablement amené d'autres résultats.

D'une manière fort symptomatique, le terme « libéralisation » (48%) fait quasiment jeu égal avec celui de « protectionnisme » (47%).

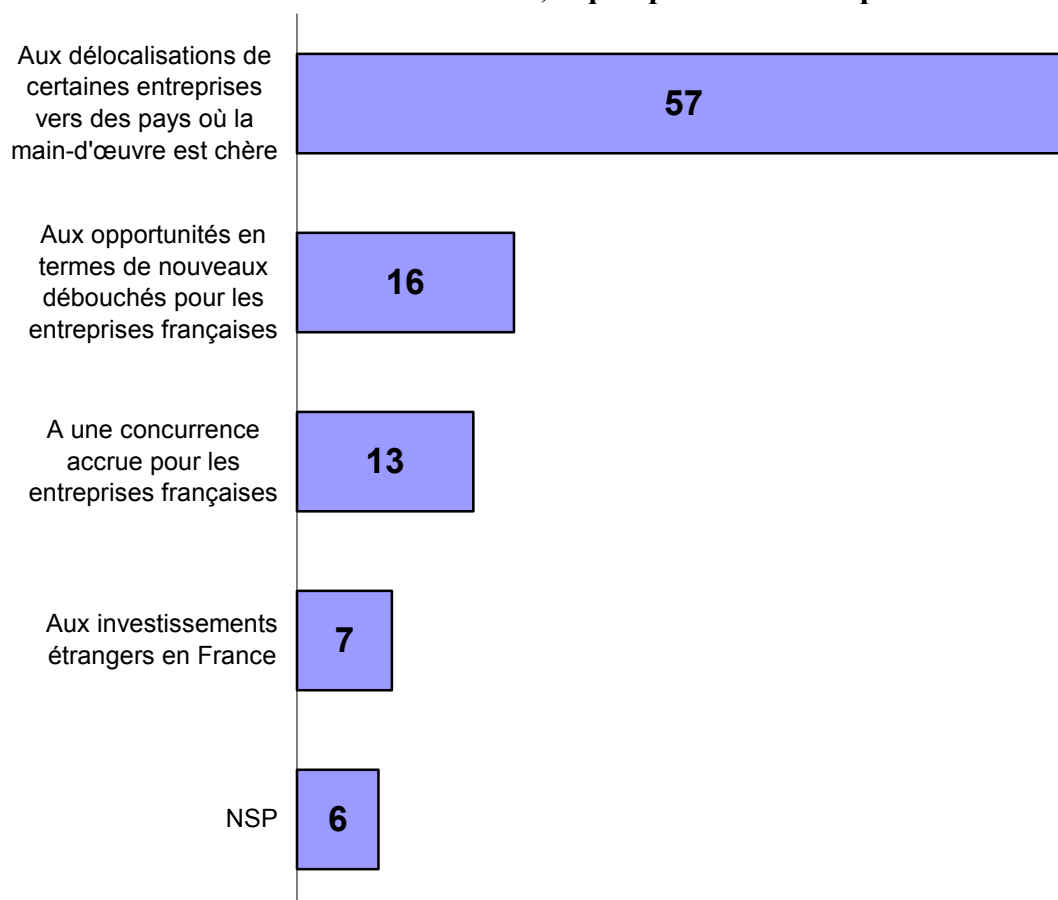
Malgré une certaine progression des concepts connotés de façon "libérale", l'opinion française reste souvent en retrait par rapport à la population d'autres Etats membres. Si l'entreprise est globalement mieux perçue en France que dans le reste de l'UE (5 points au-dessus de la moyenne européenne), ce n'est pas le cas du libre-échange (5 points au-dessous), de la compétitivité (7 points au-dessous), de la libéralisation (10 points au-dessous) ou de la flexibilité: sur ce dernier indicateur, la France se situe 13 points au-dessous de la moyenne européenne et elle est le pays de l'Union dans lequel cette notion est la plus rejetée.

Les Français restent également relativement rétifs à la mondialisation, même si là aussi les opinions positives progressent: celle-ci évoque quelque chose de positif pour 39% des Français (+10 points en un an) et quelque chose de négatif pour 52% d'entre eux (-9). Après la Grèce, la Hongrie et la Slovaquie, la France est le pays dans lequel les opinions négatives sont les plus élevées. À l'inverse, les Européens les mieux disposés à l'égard de la mondialisation se trouvent dans les pays du Nord, au Danemark (82%), en Suède (72%) et aux Pays-Bas (57%).



L'âge est un facteur important pour expliquer les attitudes : ainsi, en France, la mondialisation est-elle considérée d'une manière positive par 54% des 15-24 ans, par 51% des 25-39 ans, mais seulement par 45% des 40-54 ans et par 40% des plus de 55 ans.

Les conséquences de la mondialisation des échanges sont multiples. Lorsque vous entendez le mot « mondialisation », à quoi pensez-vous en premier lieu ?



Dans l'opinion française, la mondialisation est avant tout associée au risque de délocalisation (57%, niveau le plus élevé de l'Union, 22 points au-dessus de la moyenne) ainsi qu'à une concurrence accrue pour les entreprises françaises (13%). Seuls 16% des répondants y voient des opportunités nouvelles pour l'économie hexagonale, même si ce résultat est en progression de six points par rapport à la précédente mesure, réalisée en automne 2005.

De plus, les Français n'apparaissent guère convaincus de la valeur ajoutée de l'Union face à la mondialisation, qu'il s'agisse de protéger contre ses risques, ou au contraire d'aider les citoyens à tirer parti de ses avantages, comme le montre le tableau suivant :

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes ?

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Total d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total pas d'accord	NSP
L'UE nous aide à nous protéger des effets négatifs de la mondialisation	6%	26%	32%	34%	25%	59%	9%
L'UE permet aux citoyens européens de mieux bénéficier des effets positifs de la mondialisation	7%	28%	35%	37%	11%	48%	11%

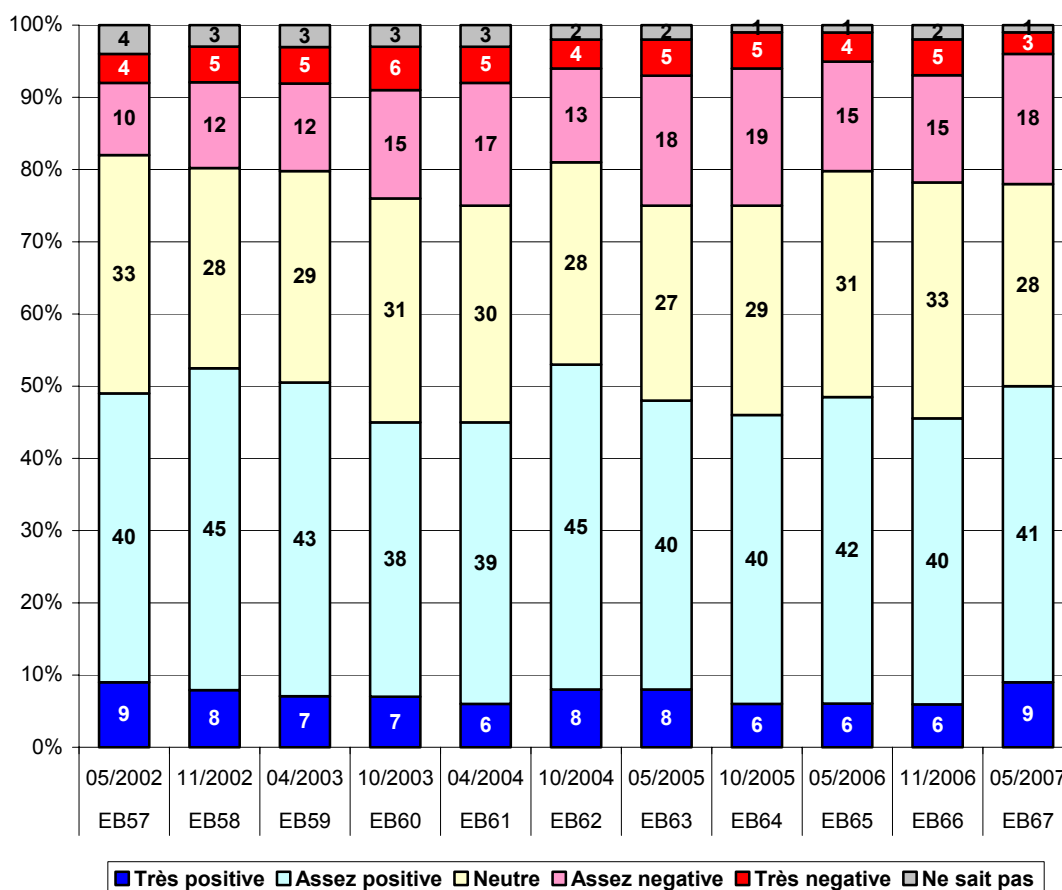
Sur ces derniers indicateurs, les Français se montrent, une fois de plus, les moins convaincus du rôle positif de l'Union européenne.

II) IMAGES ET IDENTITÉS

A) LES REPRÉSENTATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

Une perception plutôt positive de l'Union

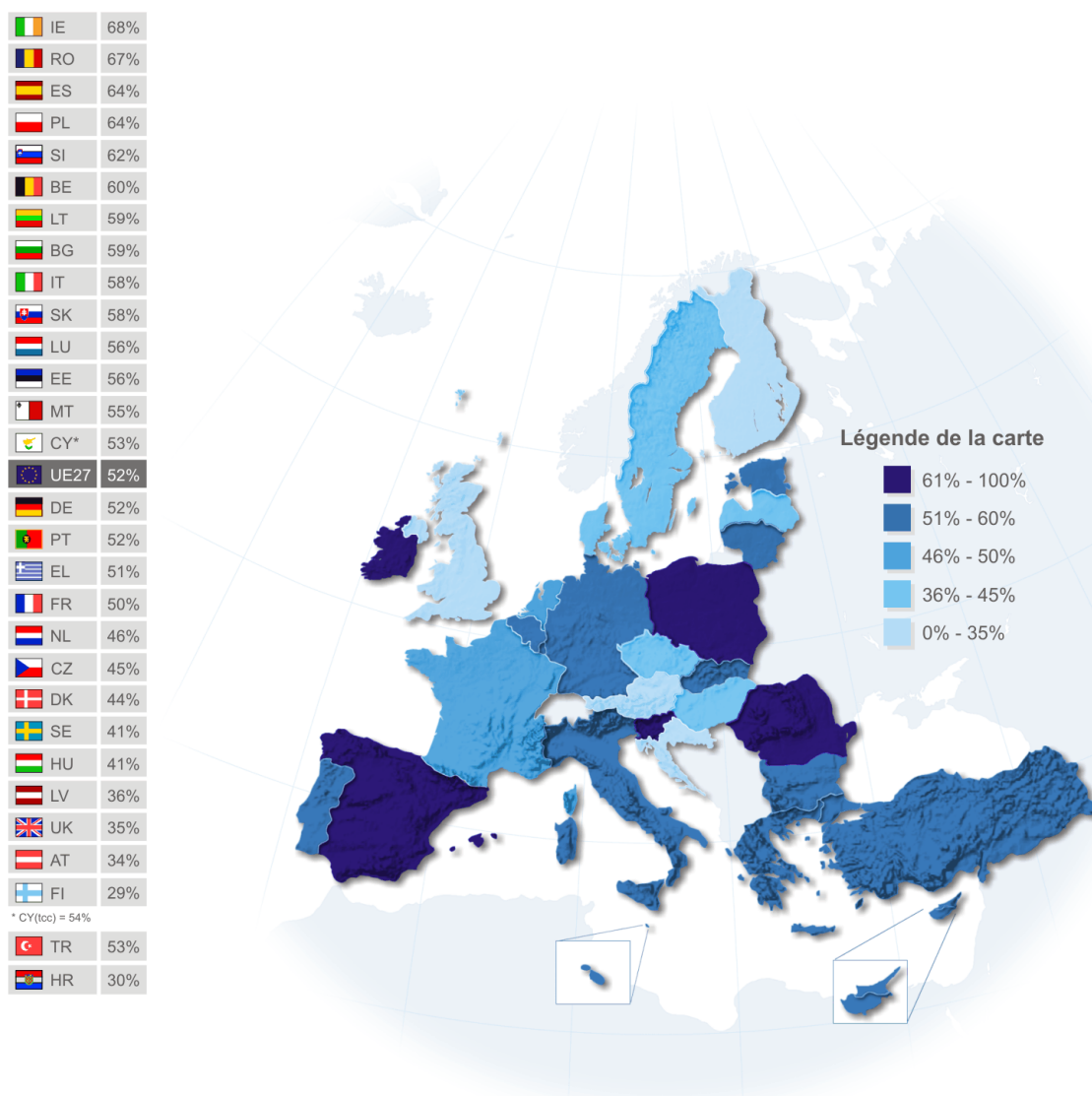
En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?



L'image de l'Union européenne dans l'opinion française est relativement stable sur moyenne période. La proportion des Français ayant une perception « très positive » (9%) ou « assez positive » (41%) s'établit à 50% (+4 par rapport à novembre 2006), ce qui constitue le niveau le plus élevé depuis le référendum du printemps 2005 sur la Constitution européenne. La hausse des opinions « assez négatives » (18%, +3) est quasiment contrebalancée par l'effritement des perceptions « très négatives » en termes d'image (3%, -2).

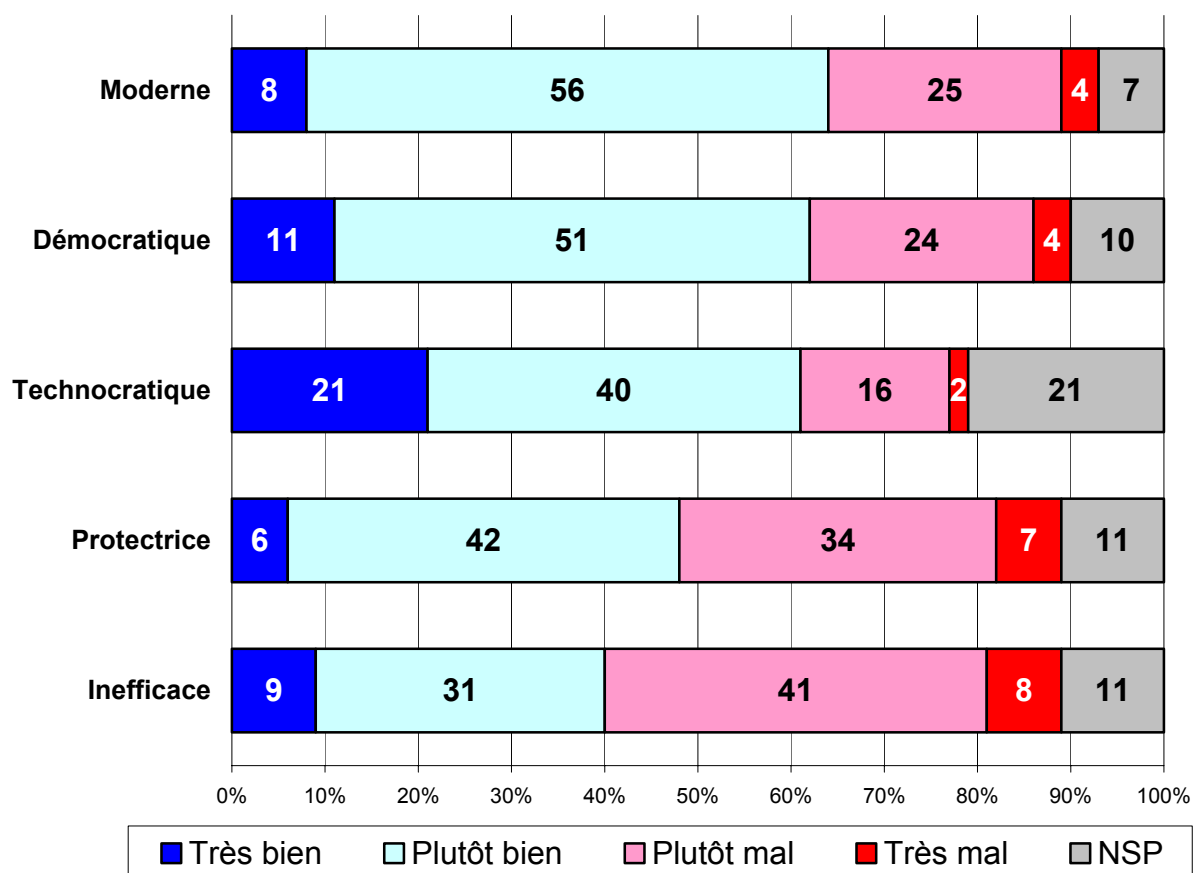
Question: QA11. En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

Réponses: Très positive + Assez positive



La carte ci-dessus montre que le pourcentage des Français qui ont une image plutôt ou très positive de l'Union européenne (50%) légèrement inférieur à la moyenne UE-27 (52%). Les jugements les plus positifs sur l'appartenance à l'UE se trouvent en Irlande (68%), en Roumanie qui, avec 67% d'avis positifs, fait une entrée remarquée à la deuxième place du palmarès, en Espagne (64%) et en Pologne (64%). Les plus réservés sont les Lettons (36%), les Britanniques (35%), les Autrichiens (34%) et les Finlandais (29%).

Pour chacun des mots suivants, dites-moi s'il décrit très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal l'idée que vous pouvez vous faire de l'Union européenne



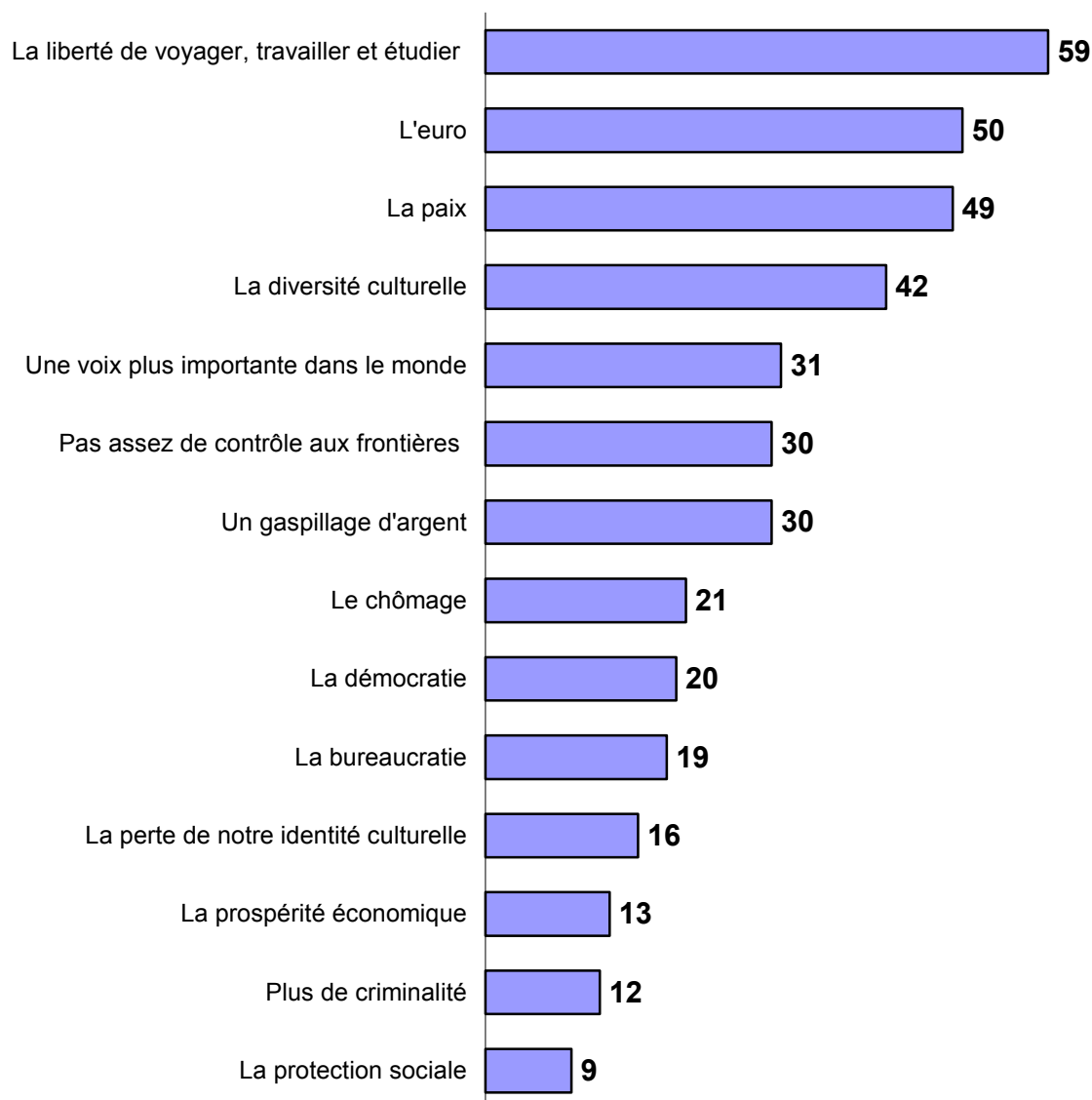
L'introduction d'une nouvelle série de questions, invitant les sondés à qualifier l'idée qu'ils se font de l'Union européenne, permet d'enrichir la connaissance des perceptions des citoyens.

Si la modernité est, comme on pouvait s'y attendre, accolée à l'idée européenne (pour 64% des répondants), la dimension démocratique de l'Union (62%) est également largement mise en avant.

L'opinion se montre plus divisée sur l'aspect protecteur de l'Union (48% vs 41%; il n'y a guère qu'en Autriche qu'une plus grande proportion de la population ne perçoit pas l'Union comme protectrice) et sur son efficacité (40% la jugeant inefficace). La perception d'une Europe technocratique (61%) paraît assez prégnante, même si 21% des Français réservent leur avis sur la question.

Sur l'ensemble des dimensions testées, les réponses des répondants sont d'autant plus positives que leur niveau d'études est élevé.

**Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?
(Plusieurs réponses possibles)**



La hiérarchie des réponses n'a guère changé depuis que la question a été posée pour la dernière fois, en mai 2006 (Eurobaromètre 65). On constate une hausse simultanée des opinions relatives à des concepts positifs : la liberté de voyager, d'étudier et de travailler (59%, +6), la monnaie unique (50%, +5), la paix (49%, +6) et le rôle sur la scène internationale (31%, +1). Le thème de la diversité culturelle reste stable dans l'opinion (42%, sans changement).

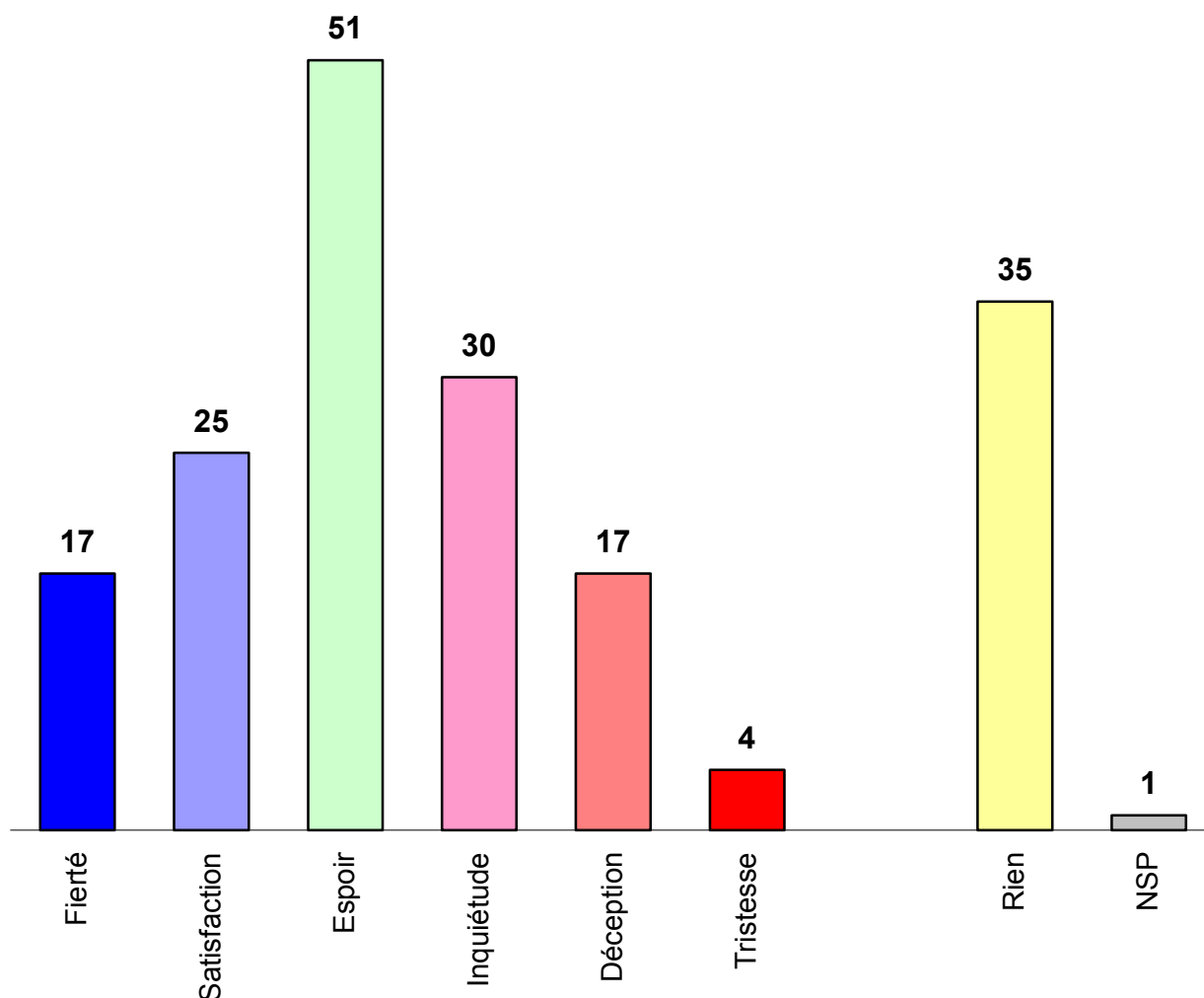
Parmi les éléments de perception négative, l'Union européenne est parfois associée à un gaspillage d'argent (30% ; +2), à l'insuffisance de contrôle aux frontières (30%, +6), au chômage (21%, -2), à la bureaucratie (19%, =) et à la perte de l'identité culturelle (16%, =).

L'idée de paix arrive en première position (57%) chez les personnes de 55 ans et plus, mais chez les 16-24 ans, elle n'arrive qu'à la quatrième place (42%) derrière la liberté de voyager (69%), l'euro (66%) et la diversité culturelle (51%).

B) CINQUANTE ANS APRÈS LE TRAITÉ DE ROME

Une Union qui suscite l'espoir

Cette année, nous célébrons le 50^e anniversaire du Traité de Rome. Quand vous pensez à cet anniversaire, quel mot vous vient en premier à l'esprit (3 mots maximum) ?

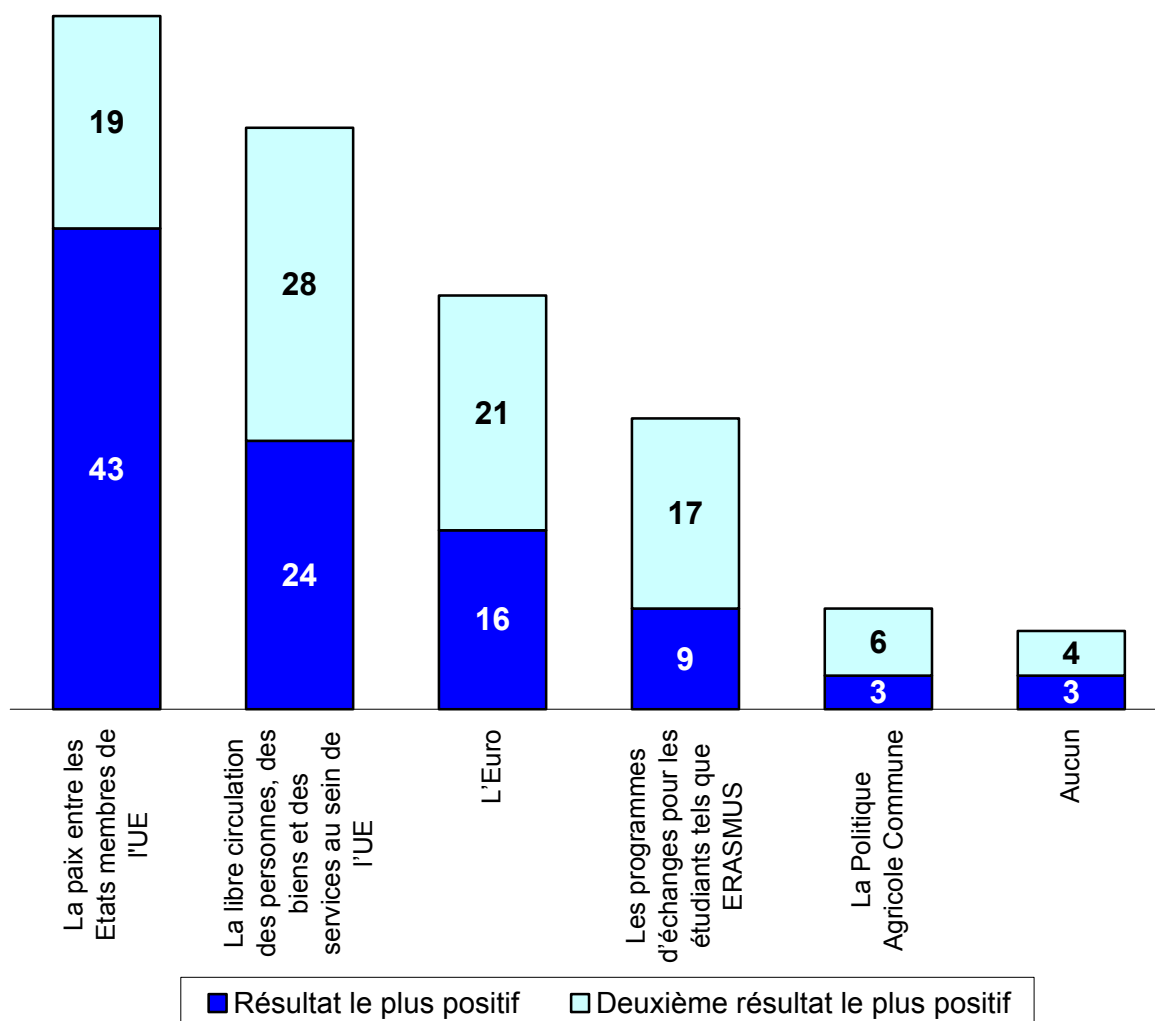


Interrogés sur leur sentiment relativement au cinquantième anniversaire du traité de Rome, une courte majorité de Français associe l'événement en premier lieu au mot « espoir » (51 %).

Le tableau reste cependant contrasté, et d'interprétation quelque peu malaisée : l'espoir devance l'inquiétude (30%) de 11 points, la satisfaction (25%) est davantage partagée que la déception (17%) et la fierté (17%) l'emporte sur la tristesse (4%). Mais pour un tiers des Français, cet anniversaire n'évoque rien.

La jeune génération (16-24 ans) se distingue avec des taux de citations supérieurs à la moyenne pour la fierté (29%) et la satisfaction (33%), mais c'est aussi dans cette tranche d'âge que le pourcentage de réponse "rien" est le plus élevé (42%).

Parmi les suivants, quel est selon vous le résultat le plus positif de l'unification européenne ? Et le deuxième résultat le plus positif ?



La paix entre les États membres s'inscrit en tête des résultats les plus positifs de l'unification européenne pour 62% des Français (43% le plaçant en première position, et 19% en second lieu).

52% des sondés placent la libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'Union parmi les résultats les plus positifs, mais davantage en tant que « deuxième résultat » le plus positif (28%) qu'en tant que résultat de premier rang (24%).

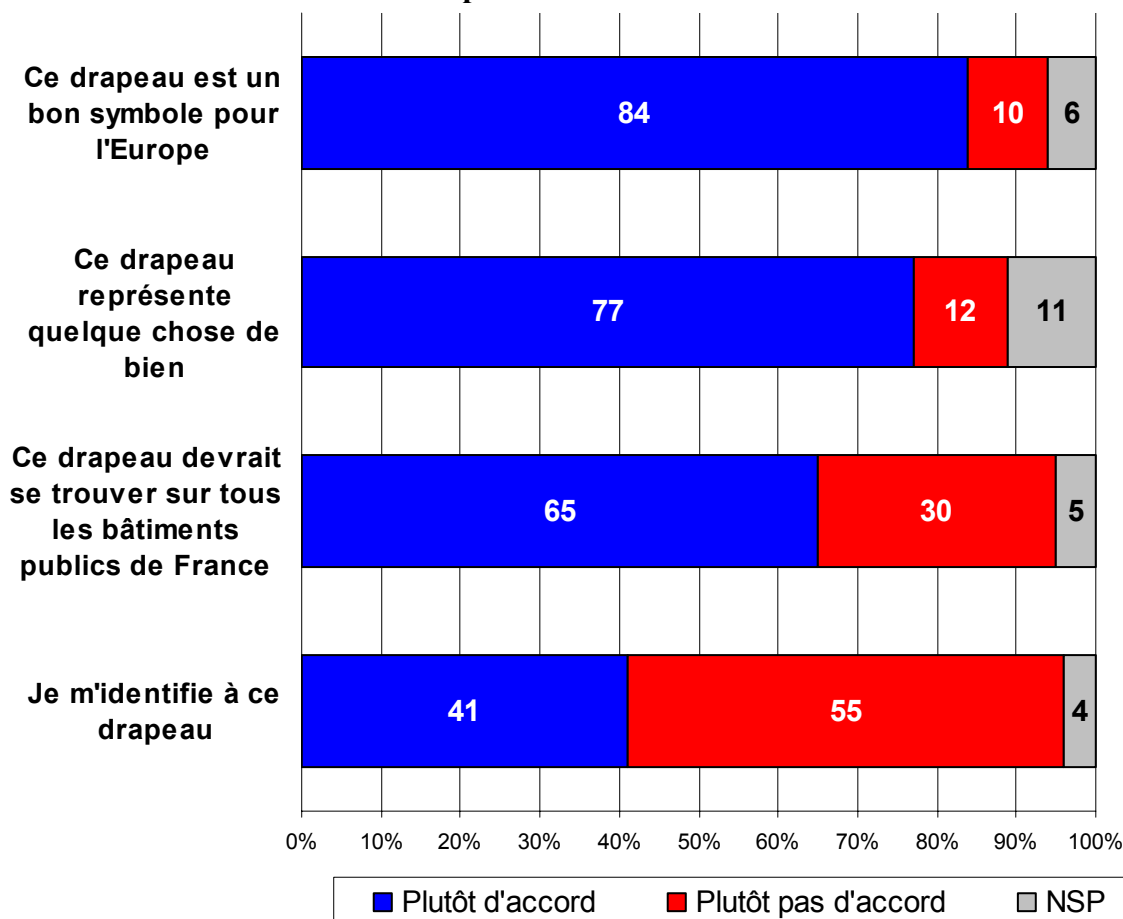
Il en va de même dans l'appréciation des Français à l'égard de l'euro (réussite la plus notable pour 16% des sondés, et au deuxième plan pour 21%) et de la mobilité étudiante (retenue par 9% de l'opinion en premier choix, et 17% en deuxième).

On notera le niveau relativement faible obtenu par la Politique agricole commune (PAC), qui n'obtient que 9% de citations.

C) LES SYMBOLES

Le drapeau européen plébiscité

Le drapeau européen -
Pour chaque proposition, pourriez-vous me dire si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ?



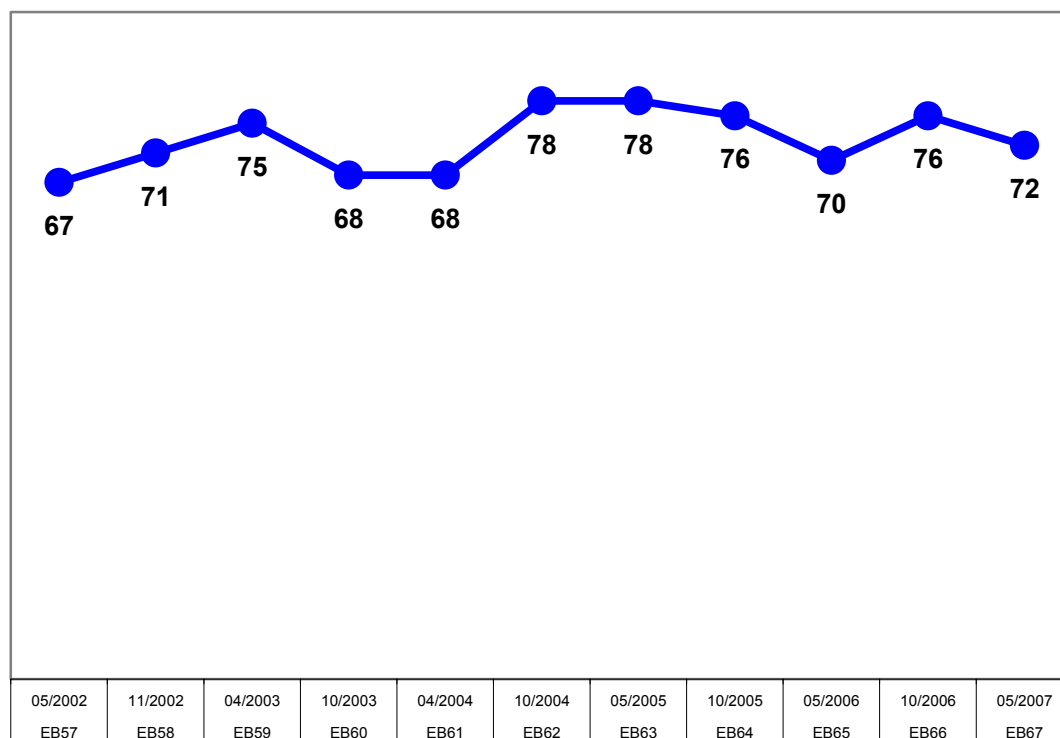
Avec l'euro, le drapeau européen est l'un des symboles de l'Union les mieux identifiés (97% des sondés le connaissent).

Largement reconnue, le drapeau est également apprécié de façon quasi-unanime, puisque 84% des sondés y voient un « bon symbole pour l'Europe » (un résultat en hausse notable : +8 points par rapport à mai 2006), et 77% estiment qu'il représente « quelque chose de bien » (+7). Même parmi les personnes qui jugent que l'appartenance de la France à l'Union est une mauvaise chose, 54% jugent que le drapeau représente quelque chose de bien.

Le fait qu'une large majorité (65%, +4) de Français juge que le drapeau européen « devrait se trouver sur tous les bâtiments publics de France » témoigne d'une certaine appropriation de l'emblème européen dans l'opinion, et à tout le moins, de sa légitimité dans l'environnement institutionnel national, où il s'inscrit aujourd'hui de manière presque évidente – comme en témoigne le fait que le nouveau chef de l'Etat a décidé de le faire figurer, aux côtés du drapeau français, sur sa photo officielle.

En revanche, l'identification directe des citoyens français au drapeau européen reste minoritaire, tout en progressant de 3 points en un an (41% « plutôt d'accord », contre 55% « plutôt pas d'accord »). L'identification est plus forte chez les plus jeunes (43% parmi les 16-24 ans) et chez les plus âgés (46% parmi les 55 ans et plus).

Êtes-vous favorables à l'euro ?



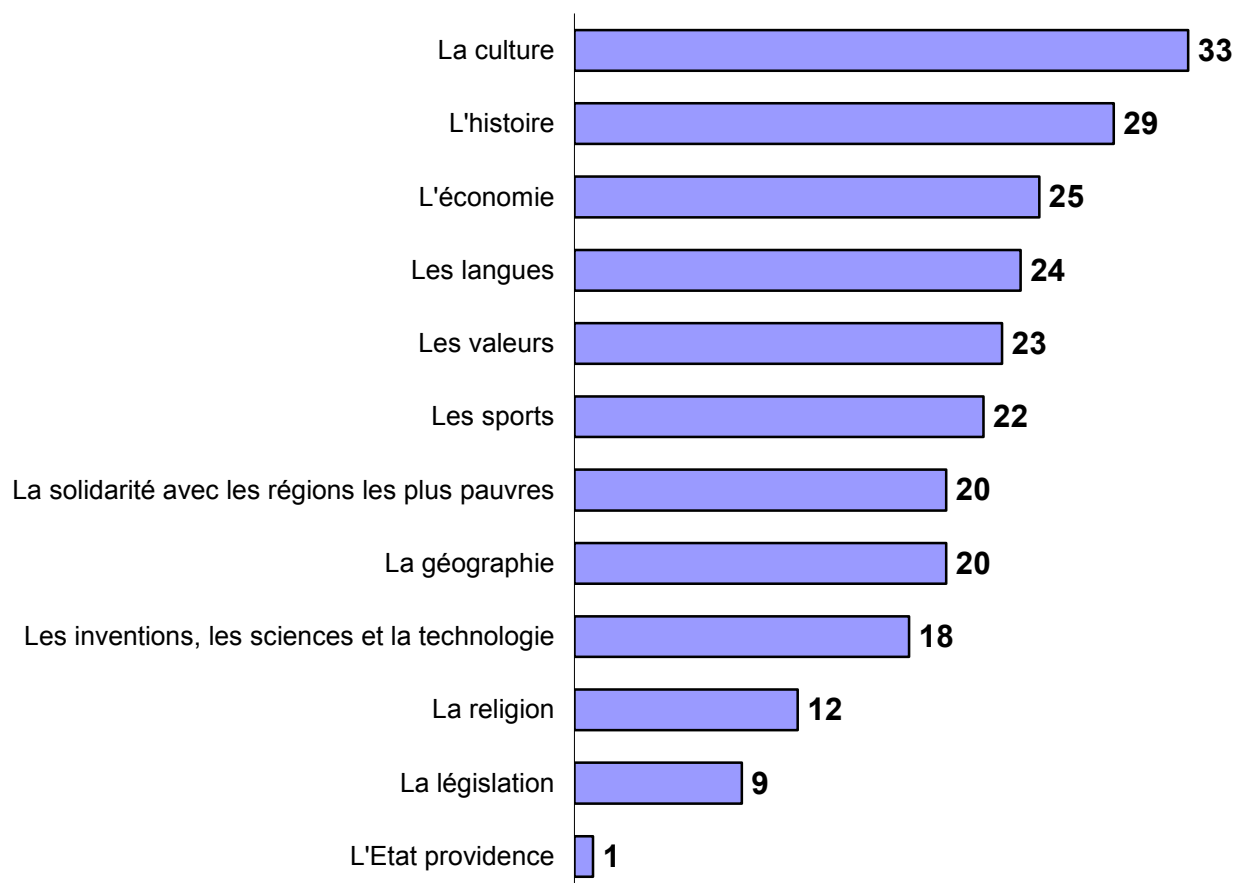
Comme lors des derniers sondages, l'opinion française demeure l'une des mieux disposées à l'égard de la monnaie unique. En effet, le niveau enregistré en France (72%), bien qu'en baisse de quatre points par rapport à l'automne dernier, est supérieur de 9 points à la moyenne UE-27. D'autres études montrent cependant qu'une très large majorité continue à associer l'euro à la hausse des prix. L'euro est plus apprécié parmi les cadres (84%) que parmi les personnes au foyer (55%).

Au niveau européen, on retrouve le soutien le plus élevé en Slovaquie, qui a introduit la monnaie unique le premier janvier dernier (91%), en Irlande (88%), en Belgique (84%), en Finlande (81%) et aux Pays-Bas (77%). Les pays les moins favorables à la monnaie unique se situent en dehors de la zone euro: il s'agit de la Suède (45%) et surtout du Royaume-Uni (29%).

D) LE SENTIMENT EUROPÉEN

Un sentiment qui s'appuie sur la dimension culturelle

À votre avis, parmi les domaines suivants, quels sont ceux qui créent le plus un sentiment de communauté parmi les citoyens de l'Union européenne ?⁵

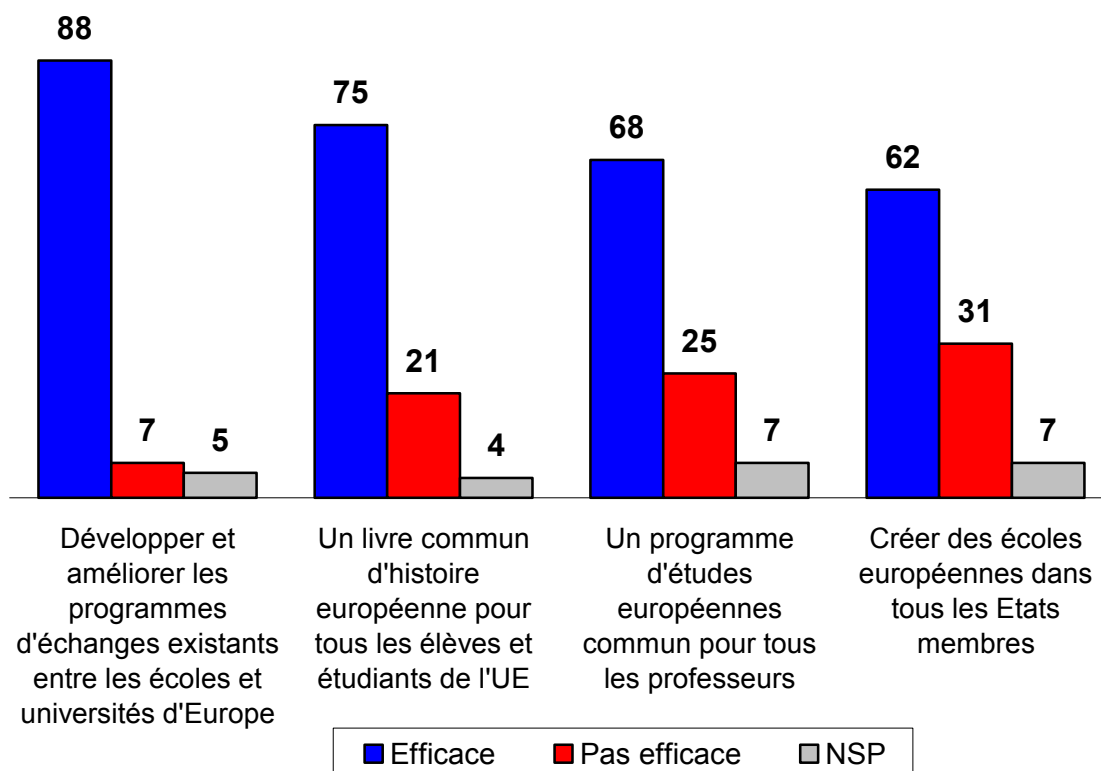


C'est en premier lieu la culture (citée par 33% des sondés) que les Français identifient comme le domaine le plus à même de créer un sentiment de communauté parmi les citoyens de l'Union. Viennent ensuite l'histoire (29%), l'économie (25%), les langues (24%), les valeurs (23%) et les sports (22%).

Dans l'ensemble, les notions renvoyant, d'une manière ou d'une autre, à la sphère de l'identité (culture, histoire, langues, valeurs) dominent par rapport aux thématiques économiques et politiques, par exemple la solidarité avec les régions les plus pauvres (20%), l'innovation (18%), la législation (9%) ou l'État providence (1%).

On peut remarquer que seuls 12% des Français identifient la religion comme socle possible du sentiment européen.

Pour chacune des mesures qui pourraient être prises pour apprendre aux étudiants ce qu'est l'UE, pourriez-vous me dire si vous la trouvez efficace ou pas efficace ?



Le développement et l'amélioration de programmes d'échanges entre les écoles et les universités d'Europe est, selon une majorité écrasante de Français (88%), un moyen efficace de familiariser les étudiants aux réalités de l'Union européenne. Seuls 7% des répondants doutent de l'efficacité de ce type de mesure.

Ce résultat est sans doute un écho du succès du célèbre programme Erasmus, qui fête en 2007 ses vingt ans d'existence, et compte plus de 1 200 000 étudiants bénéficiaires au total depuis 1987.

D'autres instruments, comme la rédaction d'un livre commun d'histoire européenne, ou la mise en place d'un programme d'études commun pour les professeurs, recueillent également des scores appréciables (respectivement 75% et 68%), sans toutefois susciter l'unanimité, une proportion notable de sondés (respectivement 21% et 25%, soit entre un cinquième et un quart de l'opinion) jugeant ces mesures peu efficaces.

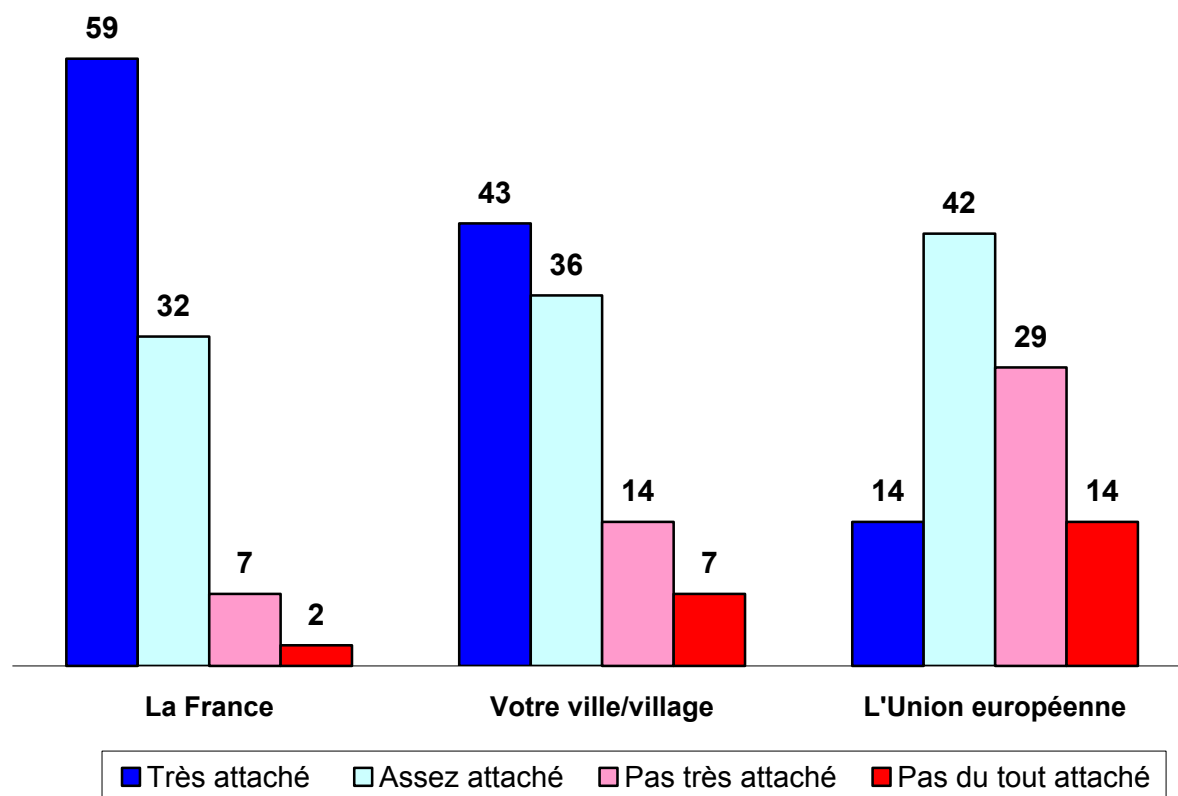
La création d'écoles européennes dans tous les États membres suscite, quant à elle, deux fois plus d'adhésion (62%) que de scepticisme (31%).

III) LES FRANÇAIS ET L'UNION EUROPÉENNE

A) APPARTENANCE ET BÉNÉFICES

Des indicateurs en progression

Dans quelle mesure vous sentez-vous attaché(e) à... ?



Comme lors des précédentes enquêtes, le sentiment d'appartenance à une communauté nationale et locale l'emporte de loin sur l'appartenance européenne.

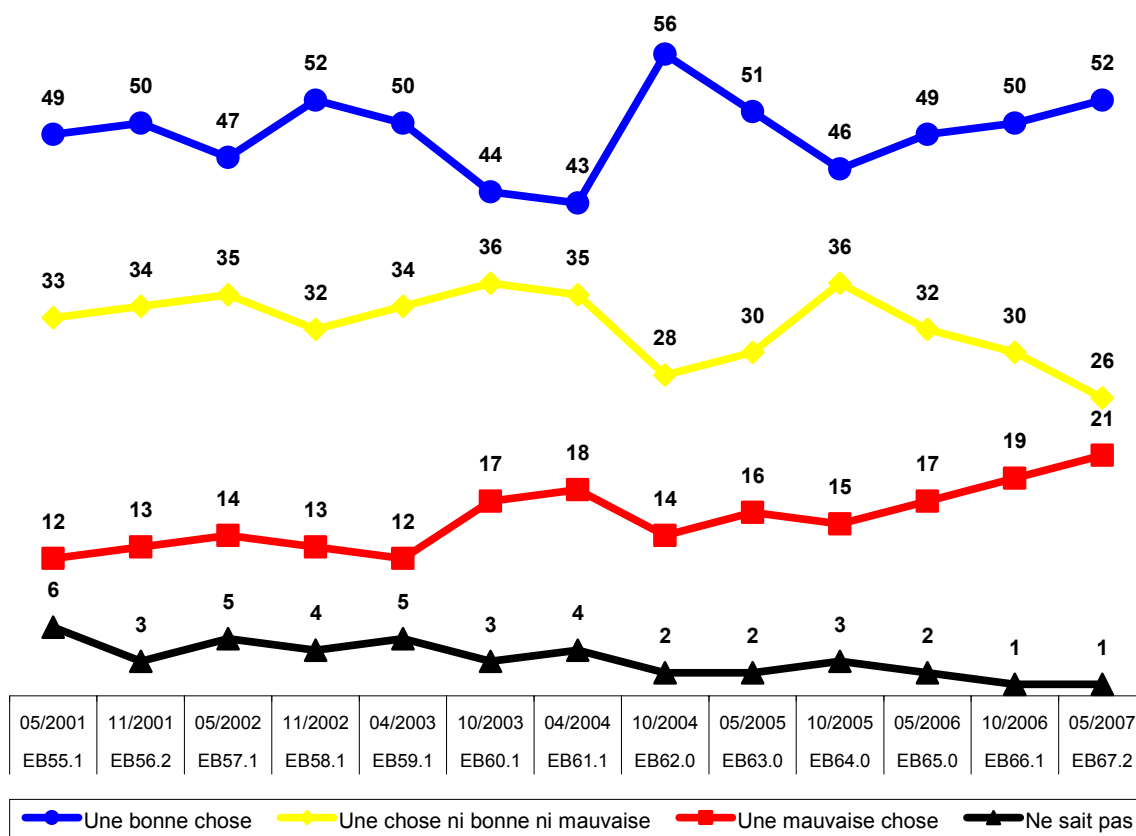
Ainsi, 91% des Français se disent « très attachés » (59%) ou « assez attachés » (32%) à leur pays et 79% « très attachés » (43%) ou « assez attachés » (36%) et à leur ville ou village.

S'il est moins important, l'attachement à l'Union européenne demeure cependant majoritaire et connaît même une légère hausse : il s'élève globalement à 56%, avec 14% de personnes « très attachées » (+3 points par rapport à l'Eurobaromètre 65 - mai 2006) et 42% « plutôt attachées » (+2). D'autres études ont par ailleurs montré que l'attachement à "l'Europe" est plus élevé que celui à "l'Union européenne", concept qui comporte sans doute une connotation plus institutionnelle.

Entre les deux dernières vagues d'enquête (printemps 2006-printemps 2007), la proportion de personnes se déclarant « pas très attachées » à l'Union européenne demeure stable (29%). En revanche, la part des citoyens « pas du tout attachés » à l'Union a fléchi, en un an, de trois points, pour s'établir à 14%.

L'attachement à l'Union progresse avec le niveau d'éducation: s'il n'est que de 42% parmi ceux qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans, il atteint 50% parmi ceux qui les ont stoppé entre 16 et 20 ans et 68% parmi ceux qui les ont poursuivies au-delà.

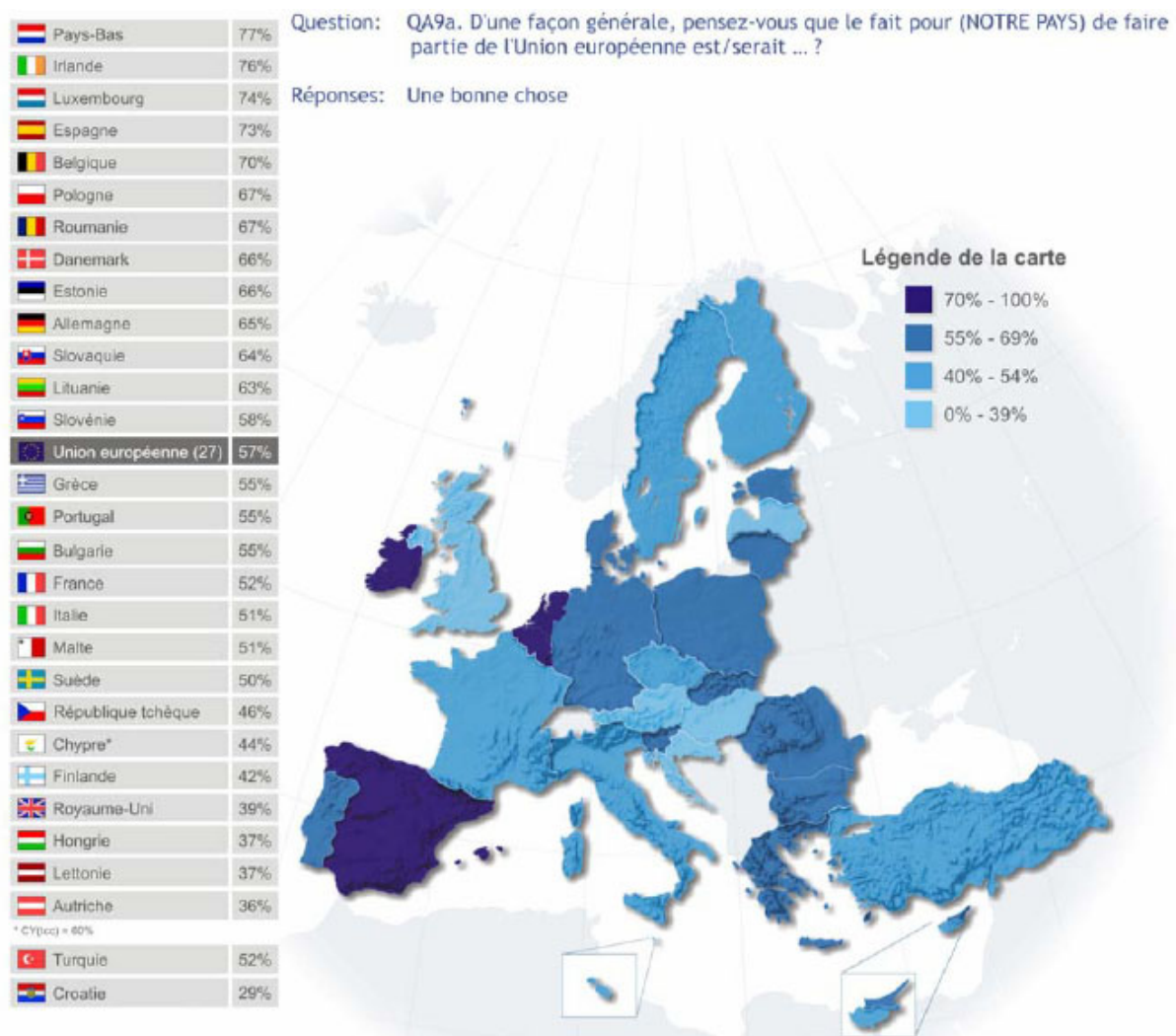
D'une façon générale, pensez-vous que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise (trend) ?



Les résultats déjà constatés lors des trois derniers Eurobaromètres tendent à se confirmer. L'enquête réalisée en octobre 2005 (EB 64), la première après le référendum du 29 mai 2005, sert en quelque sorte de ligne de partage des eaux. À partir de cette date, on peut observer trois tendances de fond très nettes :

- Le référendum du 29 mai 2005 a clivé la population française, comme l'atteste la forte baisse de ceux qui estiment que l'appartenance de la France à l'Union est « une chose ni bonne ni mauvaise ». Cette catégorie n'inclut plus que 26%, avec une baisse de 4 points en six mois et de 10 points en dix-huit mois.
- En parallèle, la part de ceux qui estiment que l'appartenance de la France à l'UE a été une bonne chose augmente de manière lente mais continue. Cette catégorie incluait 46% des Français en octobre 2005, 50% un an plus tard et 52% en mai 2007.
- La courbe de ceux qui ont une mauvaise opinion de l'appartenance de la France progresse dans le même temps. Les « eurosceptiques » s'élèvent à 21% des Français, en hausse de 2 points en six mois et de 6 points au cours des dix-huit derniers mois.

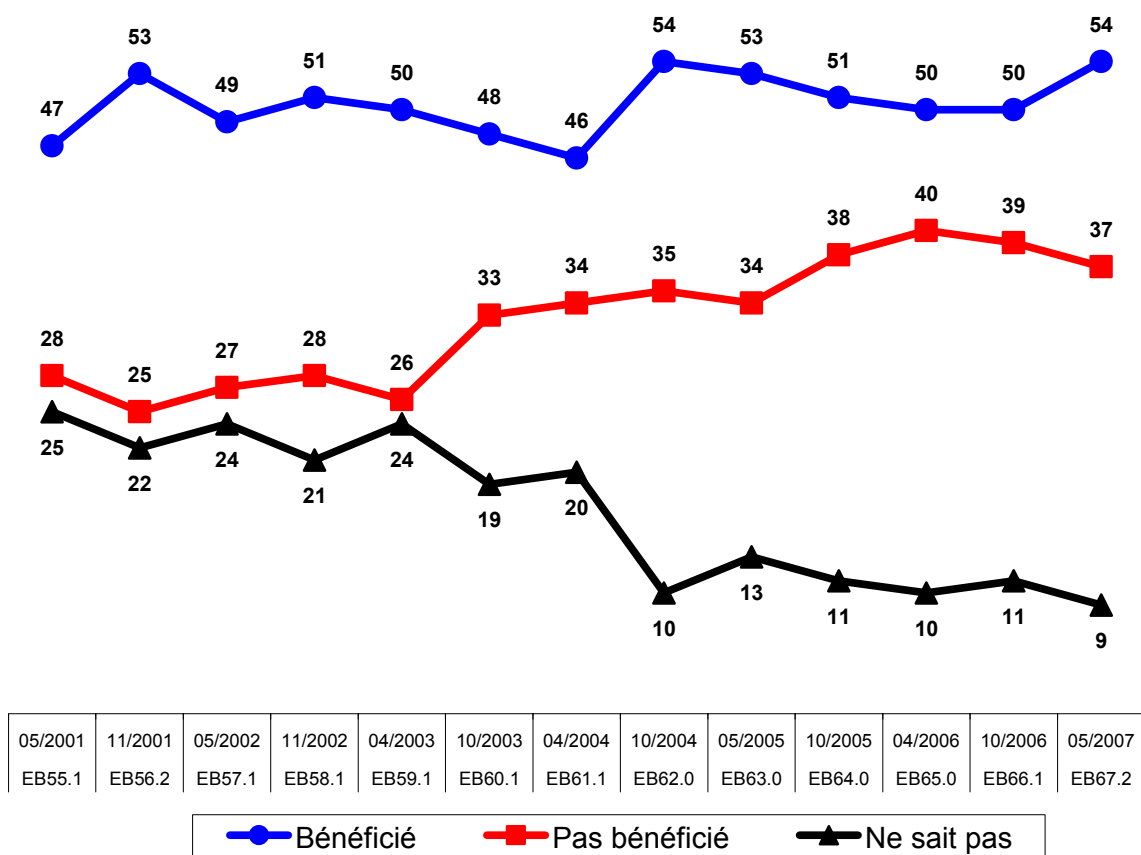
- L'écart entre ces deux dernières catégories demeure élevé (31 points) et très stable au fil des sondages.



La progression de la part de ceux qui considèrent, en France, que l'appartenance à l'Union est une bonne chose, si elle permet de retrouver un niveau qui n'avait plus été mesuré depuis le référendum constitutionnel, ne permet pas à la France de rejoindre la moyenne européenne, qui s'inscrit à la hausse de 4 points en un semestre.

La France se situe donc à cinq points de la moyenne, et décroche par rapport à l'Allemagne,

D'une façon générale, pensez-vous que la France a bénéficié ou pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (trend) ?



Après s'être notablement rapproché au cours des deux dernières années, l'écart (17 points) tend désormais à s'élargir entre ceux qui estiment que la France a bénéficié (54%, +4) et ceux qui jugent qu'elle n'a pas bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (37%, -2).

À l'échelle européenne, les pays qui ont adhéré en 2004 se traduisent par des opinions fortement diversifiées. Aussi, les plus convaincus des bienfaits de l'appartenance à l'UE sont les Litvaniens (81%), les Estoniens (78%) et les Polonais (78%). Les Chypriotes (44%) et les Hongrois (40%) ferment la marche.

Une fois de plus, les plus enthousiastes de leur appartenance à l'UE sont les Irlandais (86%). À l'autre extrémité du classement – outre les Hongrois et les Chypriotes - on trouve les Suédois (44%), les Autrichiens (44%) et les Britanniques (43%).

Quelle est votre opinion sur les affirmations suivantes ?

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
La voix de la France compte dans l'Union européenne	82%	14%	4%
Ce sont les grands pays qui ont le plus d'influence dans l'Union européenne	66%	28%	6%
Ma voix compte dans l'Union européenne	46%	46%	8%
Les intérêts de la France sont bien pris en compte dans l'Union européenne	43%	44%	13%
Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne	40%	56%	4%
La France va avoir plus d'influence dans l'Union européenne	39%	45%	16%
J'ai le sentiment que nous sommes plus stables économiquement parce que la France est membre de l'Union européenne	39%	55%	6%
J'ai le sentiment d'être plus en sécurité parce que la France est membre de l'Union européenne	39%	58%	3%
La France a plus d'influence dans l'Union européenne actuellement qu'il y a dix ans	32%	51%	17%
J'ai le sentiment que nous sommes plus stables politiquement parce que la France est membre de l'Union européenne	30%	63%	7%
Je me sens très impliqué(e) dans les affaires européennes	21%	76%	3%

Ces réponses peuvent être classées en trois grandes catégories.

En ce qui concerne le rôle de leur pays, les répondants ont une forte conscience de l'importance de la France (82%) qui, comme les autres grands pays, a selon eux une influence considérable dans la vie de l'UE (66%). En mêmes temps, les Français estiment majoritairement (51% contre 32%) que l'influence de leur pays sur la scène européenne a baissé au cours des dix dernières années et que cette perte d'influence va se poursuivre dans les années à venir (45% contre 39%).

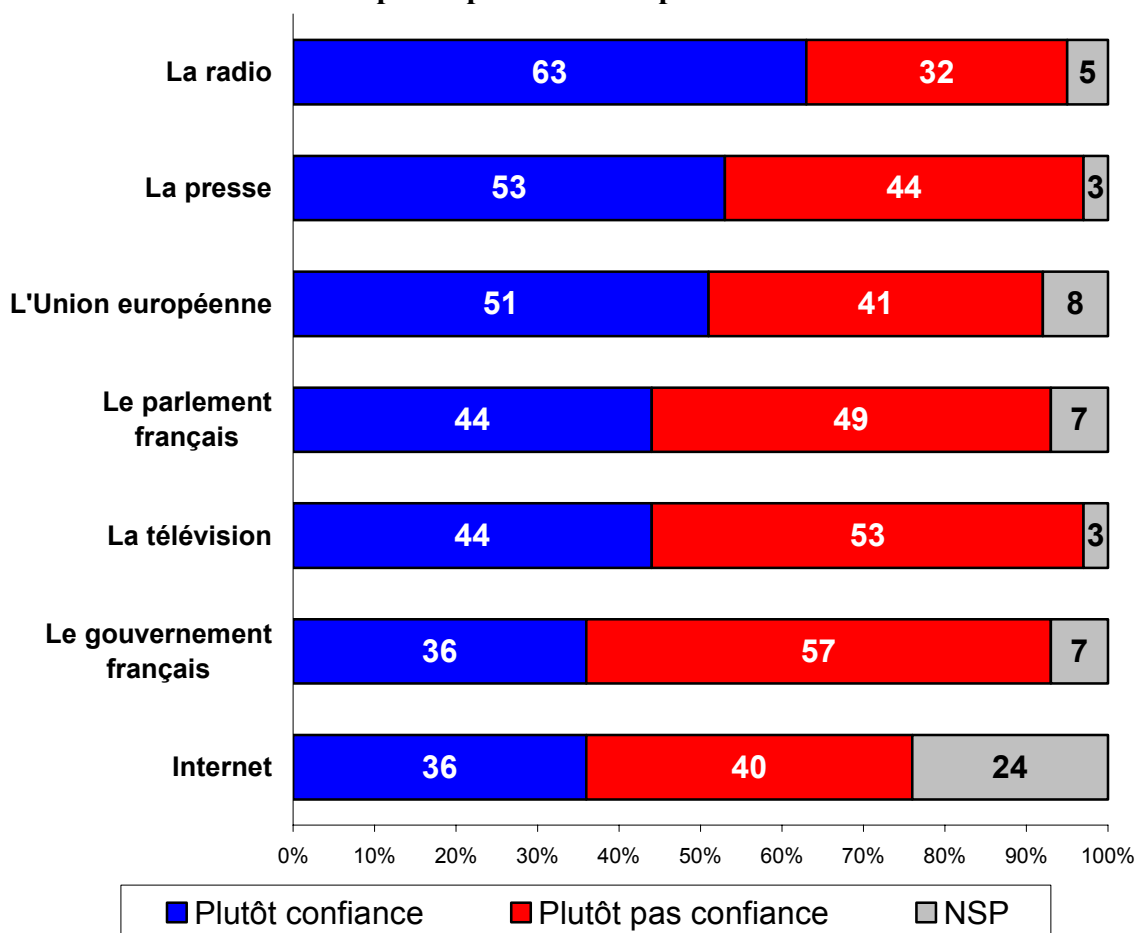
Au demeurant, les personnes interrogées sont plutôt sceptiques sur le rôle stabilisateur de l'Union européenne : seules 39% ont l'impression d'être plus stables économiquement ou d'être plus en sécurité et 30% d'être plus stables politiquement parce que la France est membre de l'Union européenne.

En ce qui concerne leur rôle personnel, 46% des Français sont convaincus de l'importance de leur voix, mais ils sont seulement 40% à comprendre le fonctionnement de l'Union européenne et 21% à se sentir impliqués dans les affaires européennes.

B) LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

Une confiance accrue dans l'Union européenne

Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous nous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance pas confiance en elle ?

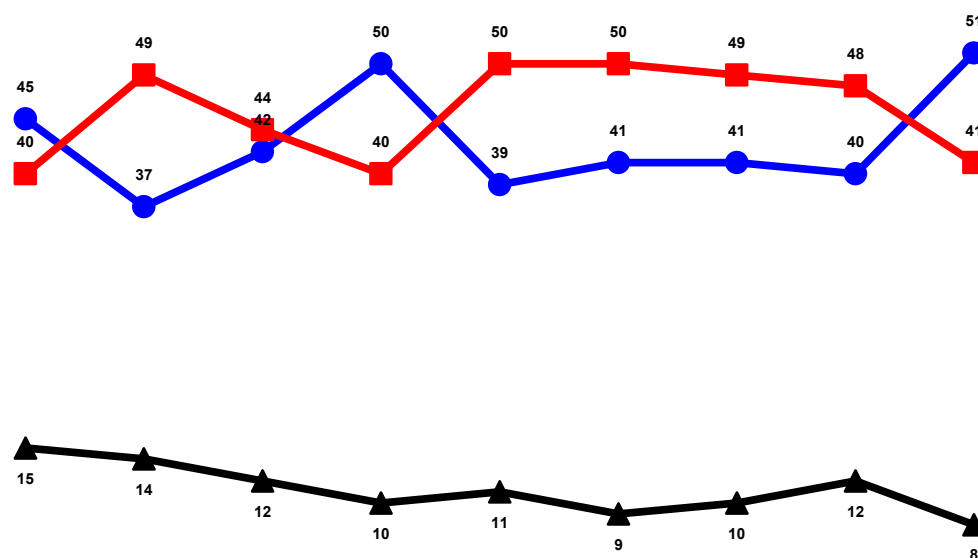


La radio (63%, =) et la presse (53%, =) demeurent les moyens de communication auxquels les Français font le plus confiance, loin devant la télévision (44%) et Internet (36%), qui gagnent toutefois 4 points par rapport au dernier sondage réalisé à l'automne dernier.

En pleine campagne présidentielle, on enregistre un net regain de confiance pour les institutions politiques françaises, même si les opinions restent majoritairement défavorables à leur égard. Ainsi, 44% (contre 49%) des Français font confiance au Parlement, ce qui représente une hausse de 17 points. De même, les opinions favorables au gouvernement français (36% contre 57%) progressent de douze points par rapport à la dernière enquête.

Le taux de confiance dont jouit l'Union européenne augmente de manière spectaculaire : il s'élève désormais à 51%, soit une hausse de 11 points en six mois. Depuis que la question est posée de manière systématique (printemps 2003), c'est le meilleur résultat jamais enregistré. La progression d'une vague à l'autre concerne toutes les catégories socio-démographiques, à l'exception des personnes qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans, chez lesquelles la méfiance domine.

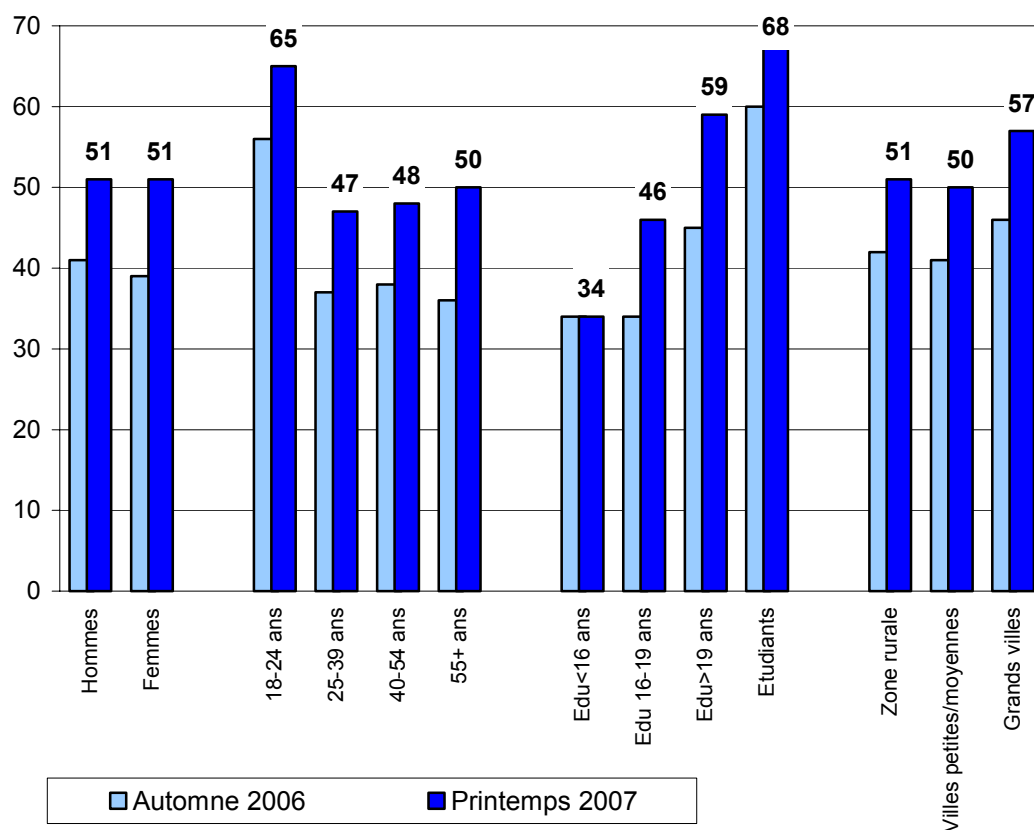
Evolution de la confiance dans l'Union européenne



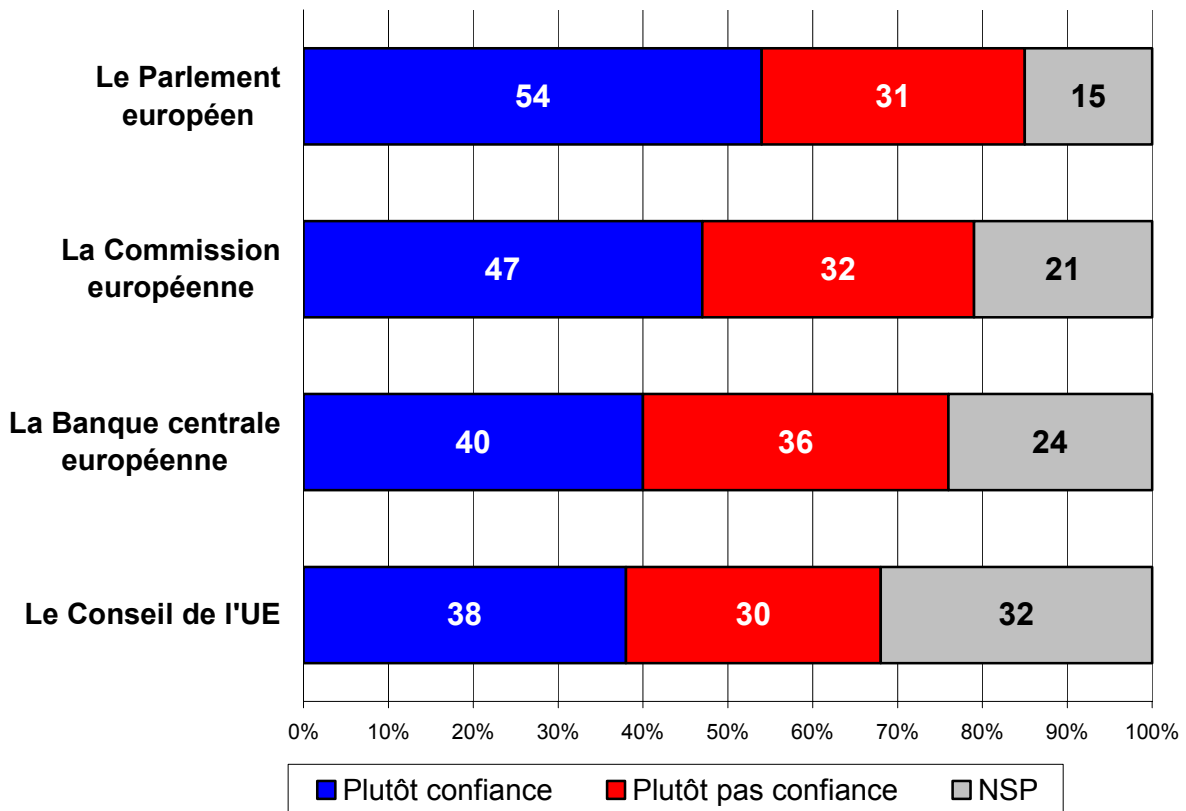
04/2003	10/2003	04/2004	10/2004	05/2005	10/2005	04/2006	10/2006	05/2007
EB59.1	EB60.1	EB61.1	EB62.0	EB63.0	EB64.0	EB65.0	EB66.1	EB67.2

● Confiance
 ■ Pas confiance
 ▲ Ne sait pas

Evolution de la confiance dans l'Union européenne par catégorie socio-démographique



Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous nous dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elles ?



Parallèlement, la cote de confiance du Parlement européen progresse de 4 points depuis l'automne dernier, pour atteindre 54%. La Commission européenne se stabilise avec une cote de confiance de 47% (sans changement), tandis que la défiance recule d'un point, à 32%. Le Conseil de l'Union, qui est l'organe le moins connu du "triangle institutionnel", recule de trois points, à 36%, mais un tiers des Français ne se prononce pas.

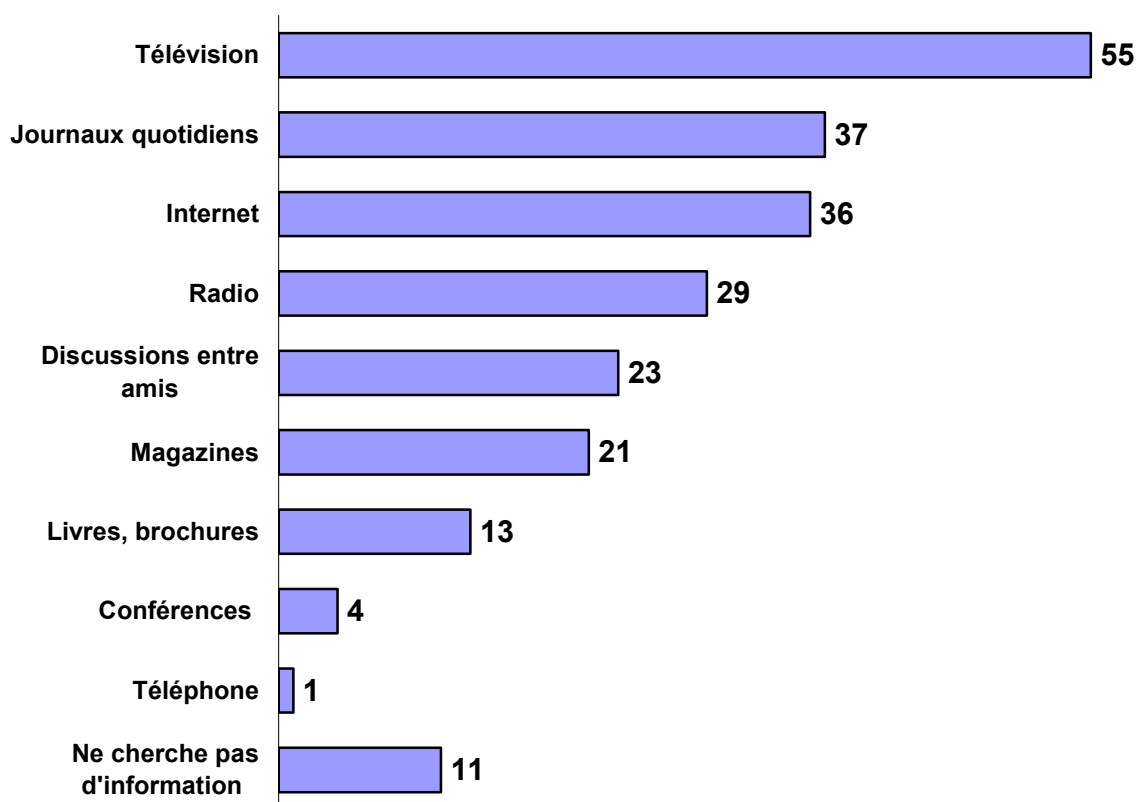
Enfin, il est intéressant de noter que l'image de la Banque centrale européenne (BCE), souvent décriée pendant la campagne électorale, est mitigée, avec 40% de confiance (+3 points depuis l'automne) contre 36% de défiance (+1).

C) INFORMATION ET CONNAISSANCES

Un déficit d'information

Aux yeux des Français, l'information sur l'Union européenne demeure fort insuffisante : seuls 18% des répondants s'estiment très bien (1%) ou plutôt bien informés (17%) sur les affaires politiques européennes, tandis que 80% avouent être pas très bien informés (56%) ou pas du tout informés (24%). Pour pallier ce défaut d'information, les Français sont largement favorables (89%) à ce que l'on enseigne à l'école la façon dont les institutions de l'UE fonctionnent. Seuls 9% sont opposés à cette proposition, tandis que 2% n'ont pas d'avis.

Quand vous voulez obtenir des informations sur l'UE, ses politiques et ses institutions, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ?

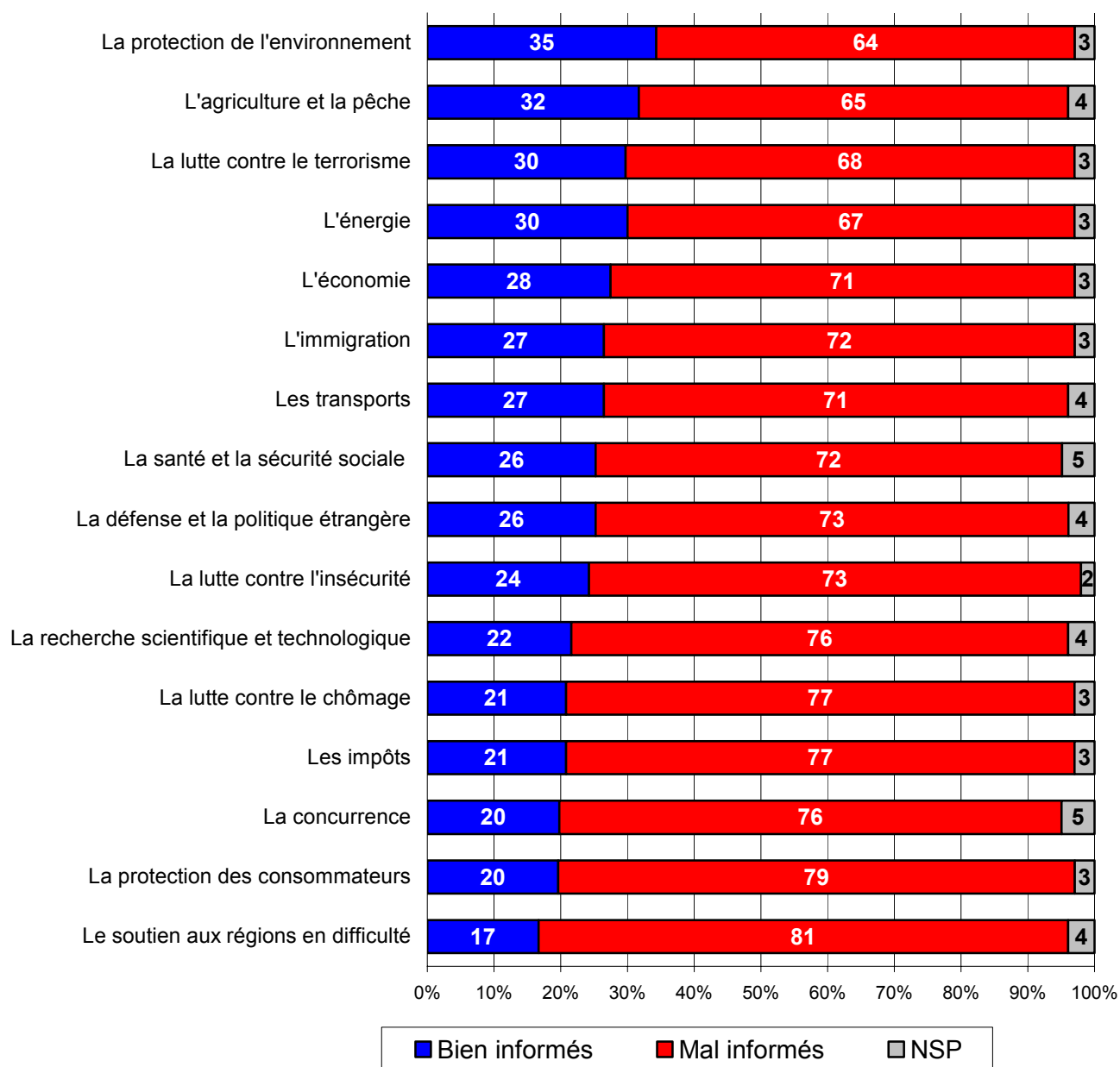


Comme lors des enquêtes précédentes, la télévision (55%), les journaux quotidiens (37%) sont les deux sources les plus utilisées par les Français pour s'informer sur l'UE. L'Internet (36%) dépasse désormais la radio (29%). Viennent ensuite les discussions avec les amis et les proches (23%), les magazines (21%), les livres, brochures et autres prospectus (13%), les conférences (4%) et le téléphone (1%). Enfin, 11% des Français ne recherchent jamais d'information sur ces sujets. Au fil des Eurobaromètres, l'Internet est monté constamment en puissance, comme le résume le schéma ci-dessous :

EB 59 Mai 2003	EB 60 Octobre 2003	EB 61 Mai 2004	EB 62 Octobre 2004	EB 63 Mai 2005	EB 64 Octobre 2005	EB 65 Mai 2006	EB 67 Mai 2007
13%	15%	14%	25%	23%	27%	31%	36%

Chez les 15-24 ans, Internet est désormais la première source d'information (59%), devant la télévision (55%).

Plus précisément, pensez-vous qu'en France, les gens sont bien informés ou pas bien informés des mesures prises au niveau de l'Union européenne sur... ?



Sur une échelle variant de 64 à 81% selon les sujets, les Français s'estiment en majorité mal informés sur les décisions prises à l'échelle européenne. Les seuls domaines dans lesquels le taux d'information dépasse la barre des 30% sont la protection de l'environnement (35%), l'agriculture et la pêche (32%), l'énergie et la lutte contre le terrorisme (30%).

Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?

	VRAI	FAUX	NSP
L'Union européenne est actuellement composée de quinze Etats membres	18% <i>UE-27 : 23%</i>	74% <i>UE-27 : 57%</i>	8% <i>UE-27 : 20%</i>
Les députés européens sont directement élus par les citoyens de l'Union européenne	38% <i>UE-27 : 45%</i>	43% <i>UE-27 : 35%</i>	19% <i>UE-27 : 20%</i>
Tous les 6 mois, un Etat membre différent prend la présidence de l'Union européenne	42% <i>UE-27 : 49%</i>	33% <i>UE-27 : 25%</i>	25% <i>UE-27 : 26%</i>

NB : Les réponses correctes sont en caractères gras.

A l'automne 2006, 27% des Français croyaient encore que l'Union européenne est composée de 15 États membres; un élargissement plus tard, ils ne sont plus que 18%.

Mais le niveau de connaissance régresse dans un autre domaine, puisque le taux de réponses justes sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel baisse de 5 points en un semestre (de 43% à 38%), et s'établit à un niveau inférieur à la moyenne de l'UE. Il n'y a guère qu'en République tchèque, en Lettonie et en Hongrie que les résultats sont moins bons sur cette question.

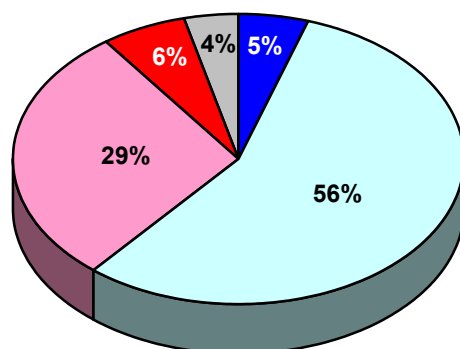
La (relative) connaissance du mécanisme de la « présidence tournante » du Conseil de l'Union est peut-être liée au fait que ce thème a été fréquemment évoqué lors des débats sur la réforme institutionnelle, mais les Français en sont moins informés que la moyenne.

IV) LES ENJEUX POUR L'AVENIR

A) LE FUTUR DE L'UNION

Un optimisme pour l'avenir

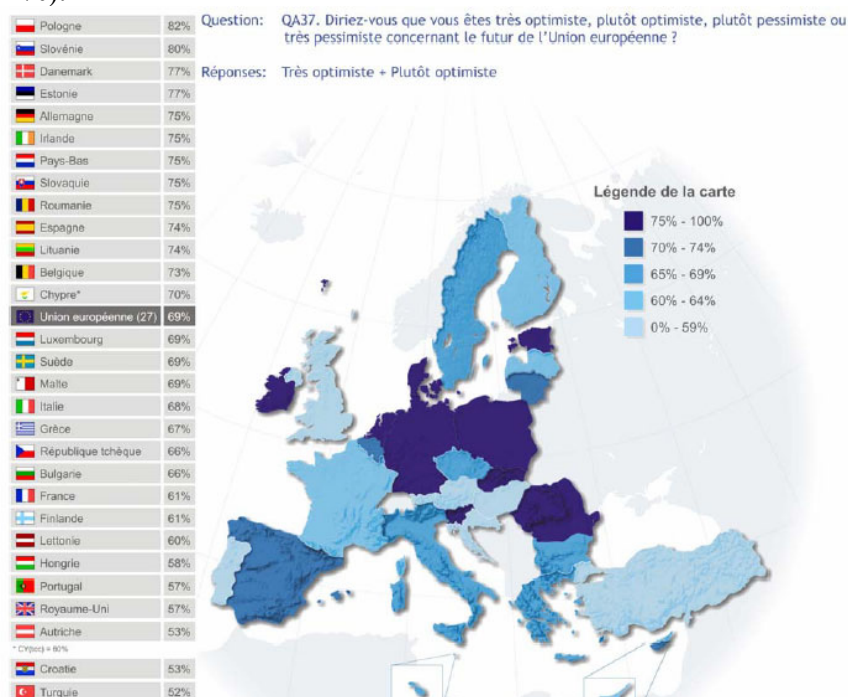
Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste au sujet du futur de l'Union européenne ?



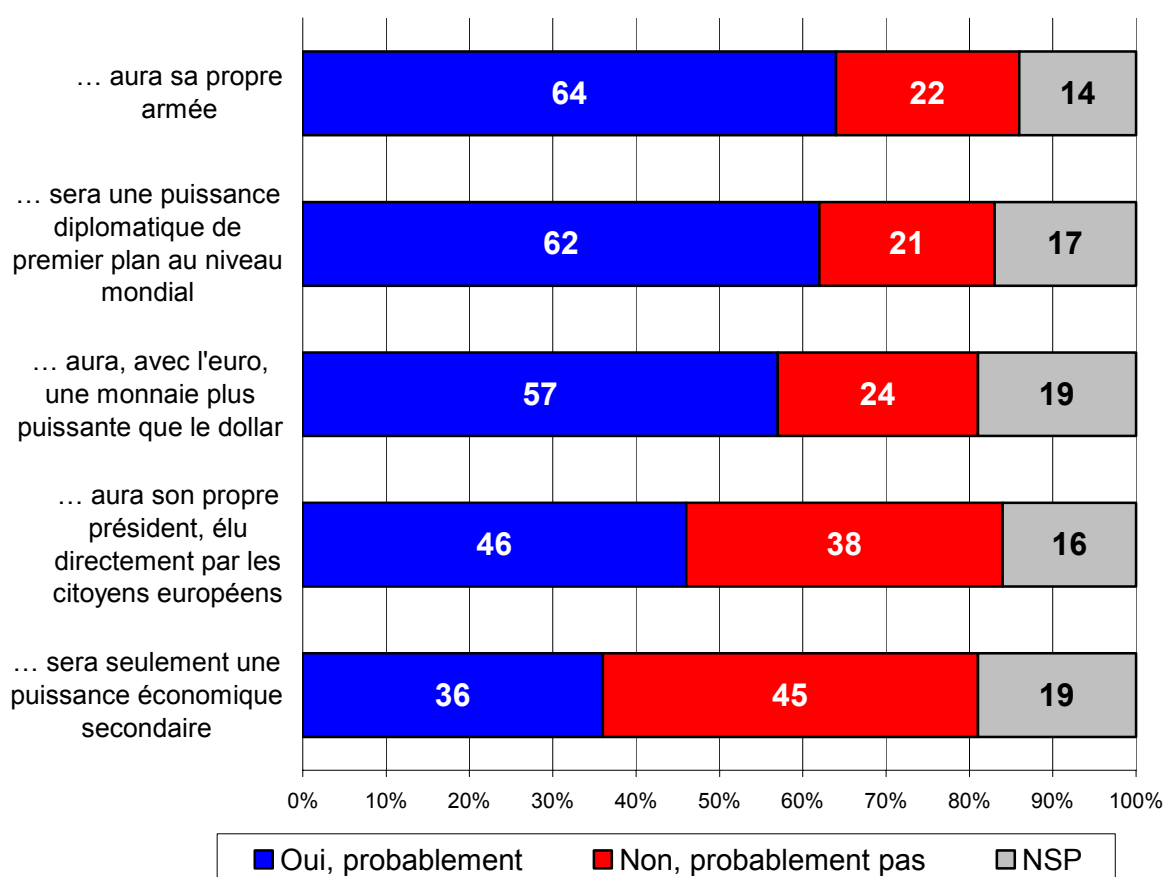
■ Très optimiste ■ Plutôt optimiste ■ Plutôt pessimiste ■ Très pessimiste ■ NSP

L'optimisme sur l'avenir de l'Union européenne l'emporte très nettement (61%) par rapport au pessimisme (35%), même si la France se montre la moins confiante des Etats fondateurs de l'Union.

L'optimisme domine parmi les 16-24 ans (76%), les étudiants (81%), les cadres (76%). En revanche, il atteint des niveaux assez faibles parmi les chômeurs (50%), les personnes qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans (43%) et parmi ceux qui se disent mécontents de leur vie actuelle (42%).



Dites-moi si, selon vous, dans 50 ans, l'Union européenne... ?



L'optimisme général qui prévaut dans l'opinion se reflète dans des prédictions assez largement partagées concernant l'affirmation internationale de l'Union européenne. D'ici un demi-siècle, l'Union européenne aura sa propre armée, estiment 64% des Français, sera une puissance diplomatique de premier plan (62%), et jouira, avec l'euro, d'une monnaie plus puissante que le dollar (57%).

Une majorité relative (46%) anticipe l'élection d'un président de l'Union au suffrage universel direct. Seuls 36% des Français croient que l'Europe n'aura qu'un statut de puissance économique secondaire (contre 45% d'opinion contraire).

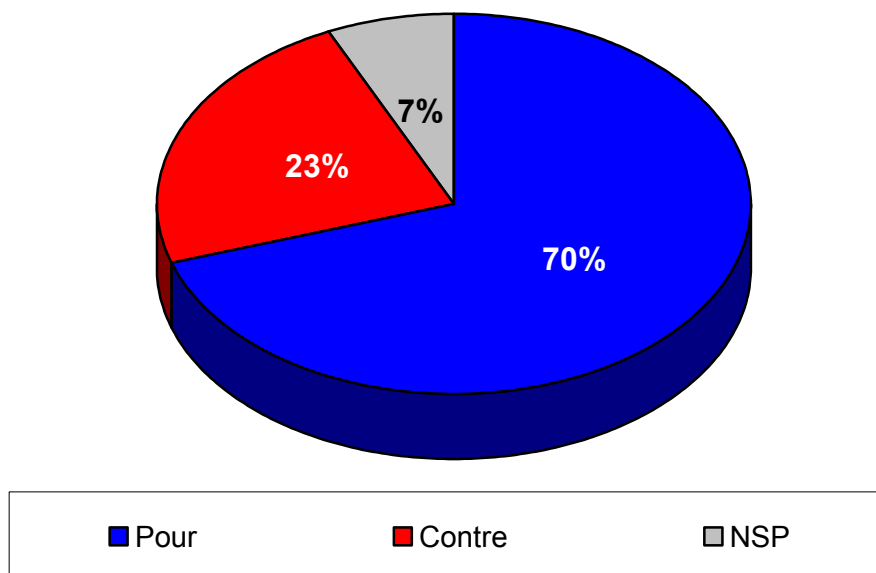
Les plus jeunes sont ceux qui croient le plus dans la force de l'euro, mais les plus sceptiques sur la probabilité d'un président de l'Union directement élu par les citoyens.

Globalement, les Français se montrent plus confiants que les autres Européens pour ce qui est de la puissance diplomatique (62% contre 61% au niveau UE-27) et surtout de la perspective d'une armée propre (64%, contre 56% en moyenne).

B) LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

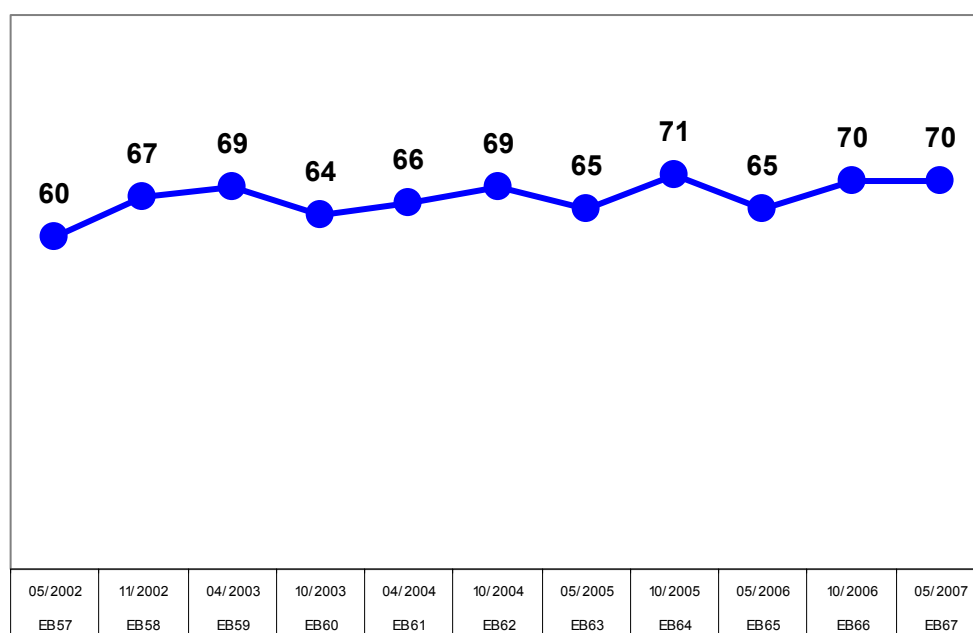
La PESC toujours très populaire

Êtes-vous pour ou contre une politique étrangère commune de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays ?

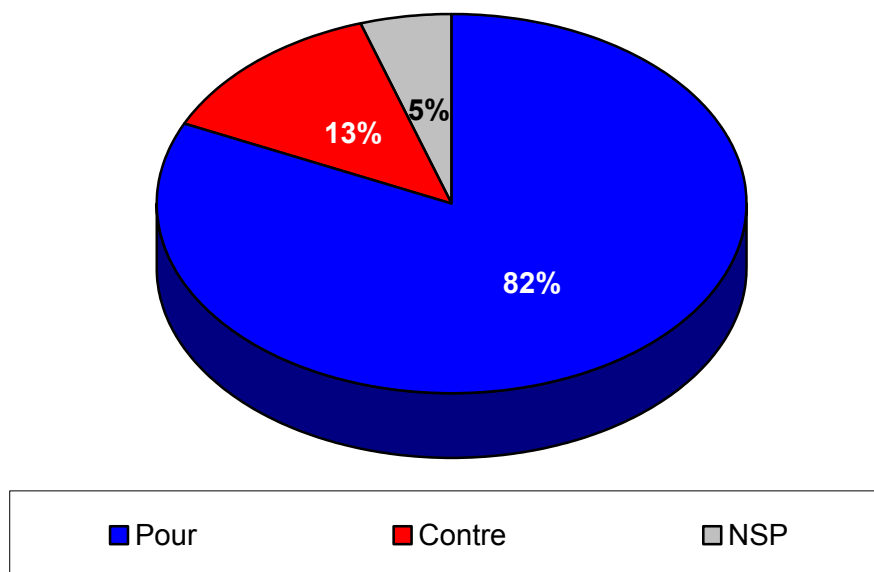


Les résultats sont identiques à ceux d'octobre 2006 : 70% des Français sont favorables et 23% défavorables à une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne (7% ne se prononcent pas). Le soutien à la PESC demeure ainsi à un niveau très élevé et proche du maximum historique (71%) constaté à l'automne 2000.

Êtes-vous pour ou contre une politique étrangère commune de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays (trend) ?

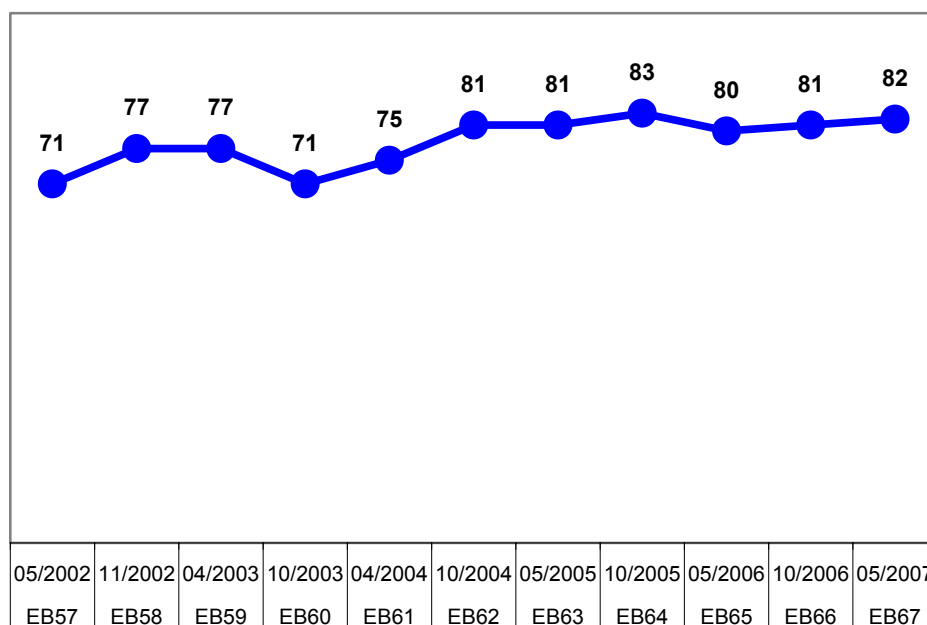


Êtes-vous pour ou contre à une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'Union européenne ?



De même, le niveau de soutien à la PESD (politique européenne de sécurité et de défense) est proche du record d'octobre 2005 : 82% y sont favorables, 13% hostiles et 5% sans opinion.

Êtes-vous pour ou contre à une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'Union européenne (trend) ?

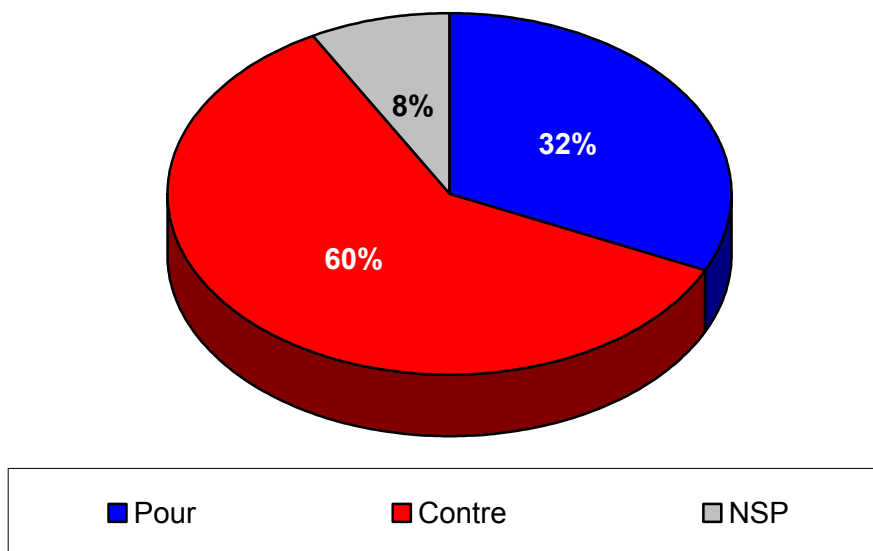


Par ailleurs, 83% (=) des Français estiment que la politique étrangère de l'UE devrait être autonome par rapport à la politique étrangère américaine ; 73% considèrent (+3%) que l'Union européenne devrait avoir son propre ministre des Affaires étrangères ; et 76% (-1%) que les États membres devraient avoir une politique commune de l'immigration.

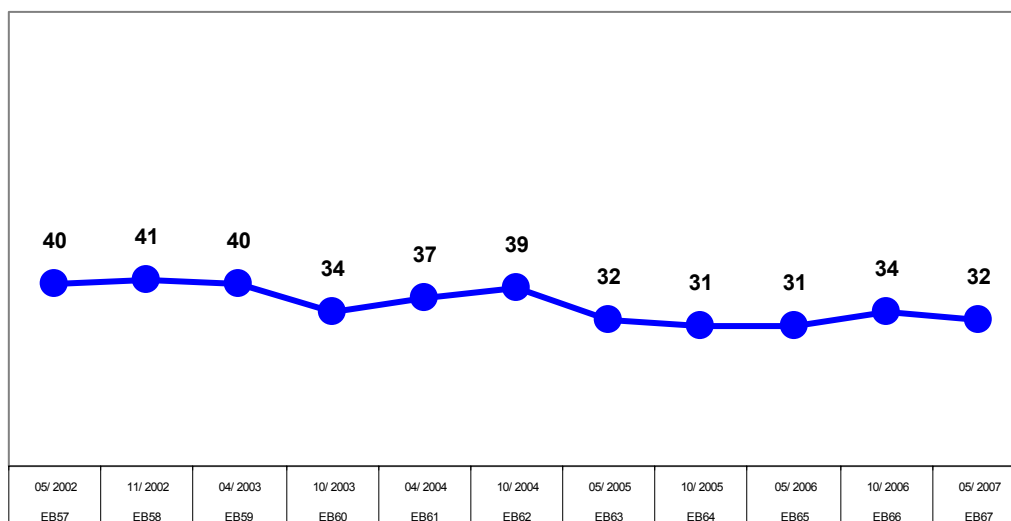
C) L'ÉLARGISSEMENT

Des réticences qui ne faiblissent pas

Êtes-vous favorable à l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays dans les années à venir?



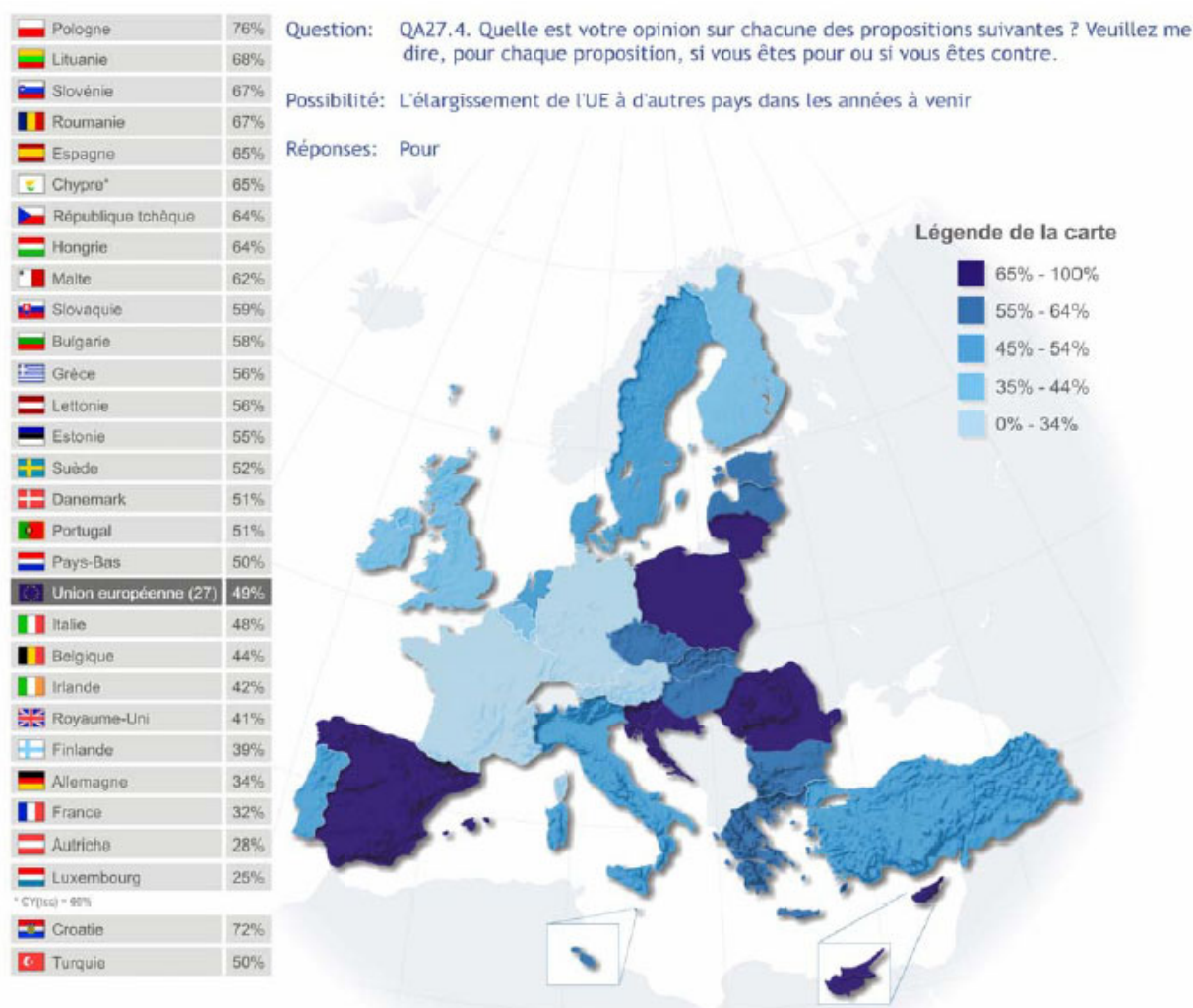
Sondage après sondage, l'opinion française demeure l'une des plus hostiles à l'élargissement de l'Union à d'autres pays : 32% (-2) des Français y sont favorables, 60% (+2) opposés et 8% ne se prononcent pas. Ces résultats peuvent être appréciés au regard de la moyenne UE-27, qui s'élève respectivement à 49%, à 39% et à 12%.



Dans ce domaine, les comparaisons doivent toutefois être effectuées avec une certaine précaution, car la question recouvre des réalités différentes lorsqu'on se situe dans la période qui précède le 1^{er} mai 2004 (date d'adhésion de dix pays), dans la période comprise entre cette date et le 1^{er} janvier 2007 (adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie), ou dans la période actuelle. Ainsi, une personne pouvait-elle être favorable en 2006 à l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie et basculer désormais dans le camp des opposants.

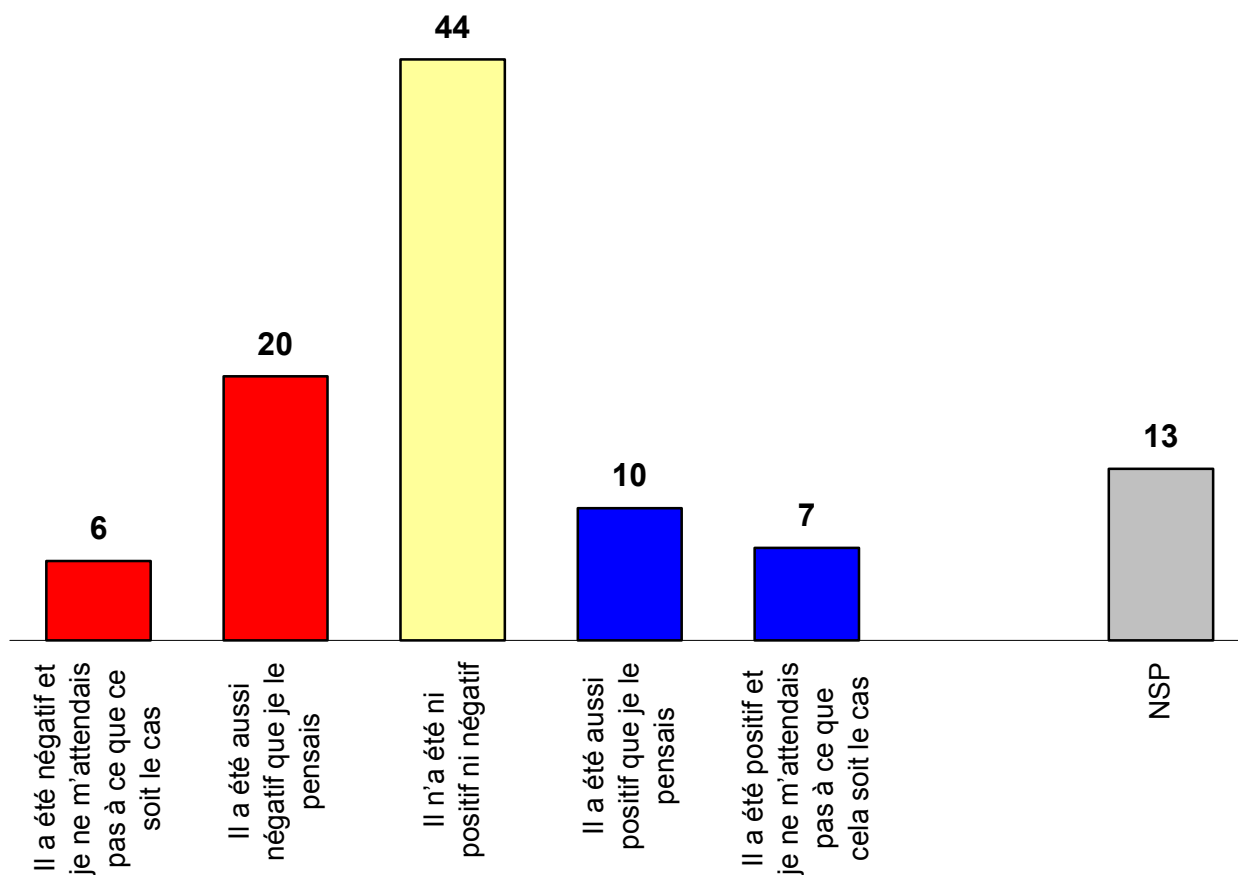
En France, les attitudes vis-à-vis de l'élargissement varient en fonction de l'âge (soutien de 45% chez les 16-24 ans, de 41% chez les 25-39 ans, de 31% chez les 40-54 ans et de 21% chez les 55 ans et plus), mais aussi du positionnement politique: si 43% des personnes se déclarant proches de la gauche se prononcent pour un futur élargissement, la proportion tombe à 31% parmi ceux qui se disent proches du centre et à 21% parmi les sympathisants de droite. Contrairement à ce qu'on constate pour la plupart des autres dimensions testées, l'opposition domine également chez les sondés qui pensent que l'appartenance de la France à l'Union est une bonne chose (51%), même si elle est moins forte que chez ceux y voyant une mauvaise chose (77%).

Au niveau européen, les Français sont les moins favorables à de nouveaux élargissements, avec les Autrichiens et les Luxembourgeois. Comme à l'accoutumée, les opinions les plus positives se rencontrent dans des pays qui font partie des principaux bénéficiaires des fonds structurels, qu'il s'agisse d'"anciens" Etats membres (Espagne, Grèce) ou de pays qui ont adhéré plus récemment (Pologne, Lituanie, Slovénie, Roumanie...). Au total, le soutien à de futurs élargissements est de 68% dans les 12 pays qui ont adhéré en 2004 et 2007, mais de 43% seulement dans l'ancienne "Europe des Quinze".



Dans les pays candidats eux-mêmes, on constate un fort désir d'adhésion en Croatie (72%, +8 points), tandis que cet indicateur se stabilise à un niveau plus modeste en Turquie (50%, sans changement).

Dix nouveaux Etats membres ont adhéré à l'Union européenne en mai 2004. Quelle est votre opinion sur l'impact de cet élargissement ?



Les attitudes quant à la perspective de futurs élargissements sont également fonction du jugement porté sur les élargissements passés.

Pour la première fois, l'Eurobaromètre a introduit une question permettant d'établir un bilan du « grand élargissement » de mai 2004.

Si les réserves des Français sur les élargissements futurs sont assez nettes, en ce qui concerne l'impact de l'adhésion des dix nouveaux pays, la neutralité domine : une forte majorité relative (44%) s'accorde à penser que l'élargissement de 2004 n'a pas eu d'impact notable, dans un sens ou dans un autre.

Un Français sur cinq a vu son appréhension négative confirmée, et un sur dix ses espérances comblées. Les rangs de ceux dont les attentes ont été contredites, que ce soit en bien (7%) ou en mal (6%), restent clairsemés.

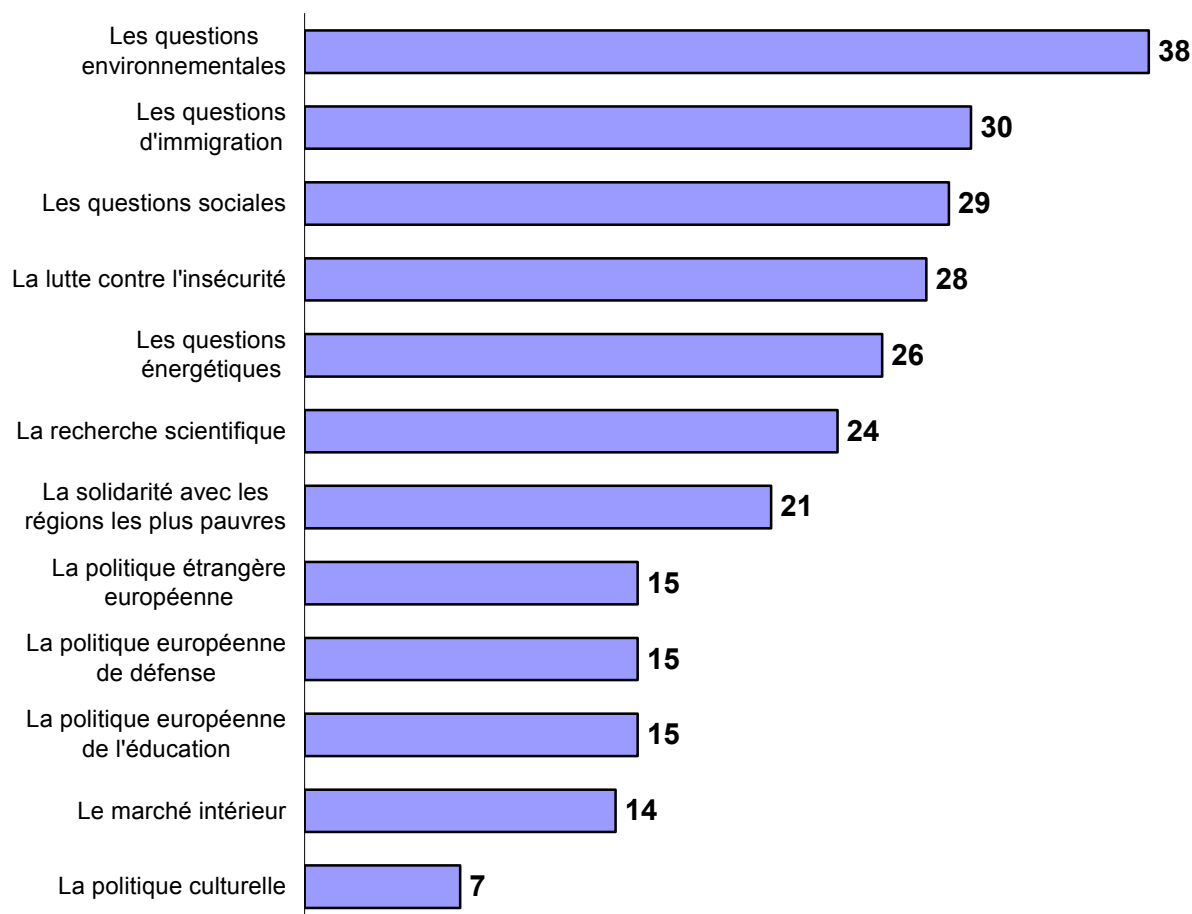
Au total, le bilan est donc jugé positif par 17% des Français (niveau le plus faible de tous les "anciens" Etats membres) et négatif par 26%. La France est le pays où le solde net ($17 - 26 = -9$ points) est le plus négatif. En moyenne, ce solde s'élève à +6 au sein de l'Europe des Quinze.

Le contraste est net avec les résultats enregistrés dans les dix pays qui ont rejoint l'Union en 2004: le solde y est de +34 points (51% de jugements positifs, 17% de jugements négatifs), les Polonais se montrant les plus enthousiastes (respectivement 58% et 12%).

D) PRIORITÉS ET NIVEAU DE DÉCISION

Une Europe attendue sur les questions d'environnement

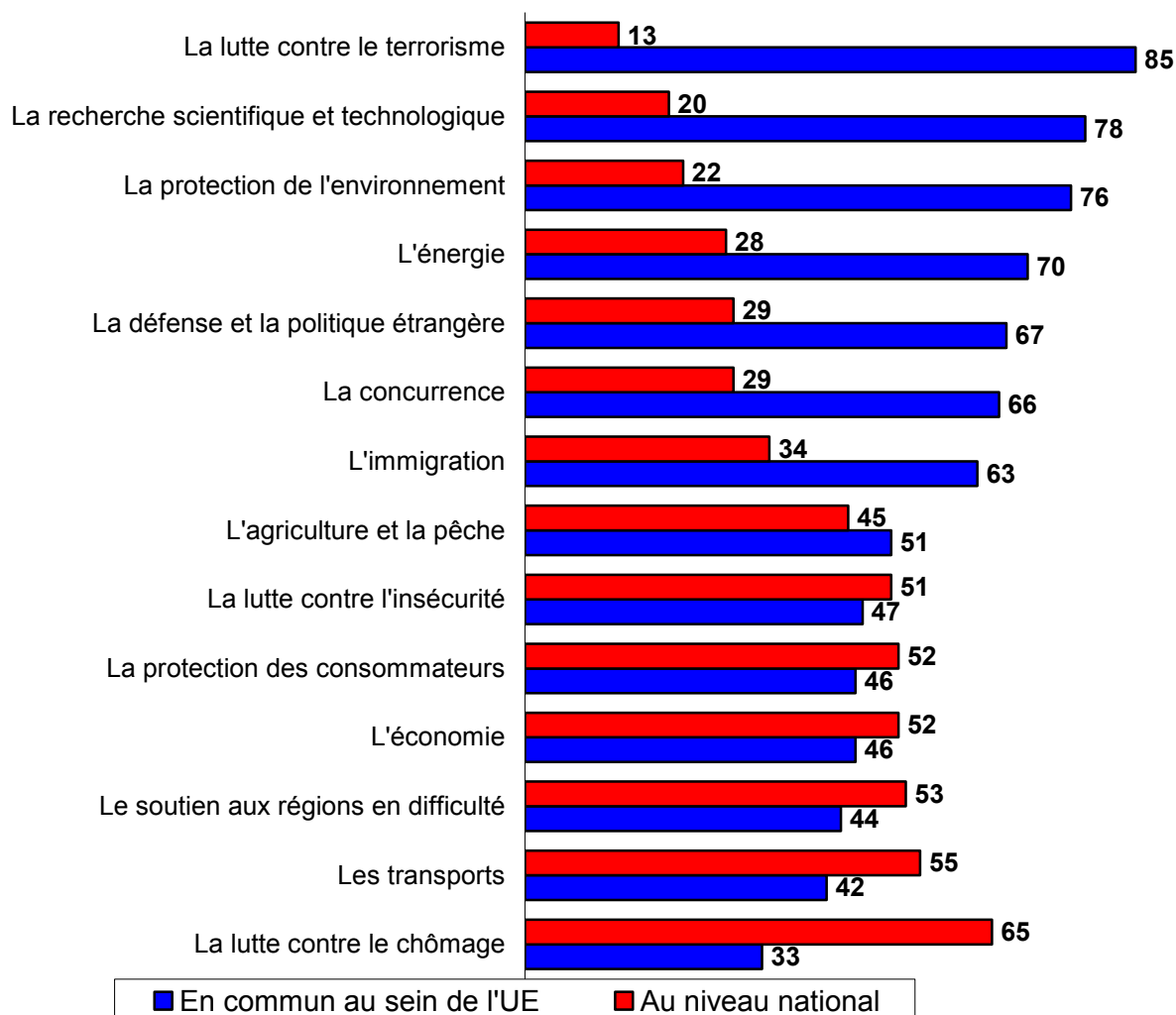
À votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne ?



L'environnement est perçu comme un axe de renforcement privilégié de l'Union européenne dans les années à venir (38%). Ce domaine bénéficie d'une avance assez nette et il est suivi par l'immigration (30%), les questions sociales (29%), la lutte contre l'insécurité (28%) et les questions énergétiques (26%).

Globalement, les domaines intéressant la stratégie de compétitivité de Lisbonne se situent en assez bonne place, la recherche scientifique recueillant, par exemple en France 24% des suffrages, soit le niveau le plus élevé de toute l'Union européenne.

**Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises
au niveau national ou en commun au niveau européen ?**



Le niveau communautaire est clairement perçu comme le mieux approprié en matière de lutte contre le terrorisme (85%, +1 par rapport à l'automne 2006), la recherche scientifique et technologique (78%, =), la protection de l'environnement (76%, +7), l'énergie (70%, +3), ainsi que la défense et la politique étrangère (67%, -4).

À l'inverse, les citoyens privilégient très nettement l'échelon national pour ce qui touche aux retraites (78%), à la fiscalité (75%), à la santé (75%) ou à l'éducation (71%), domaines qui relèvent, effectivement, et pour l'essentiel, de la compétence des États membres.

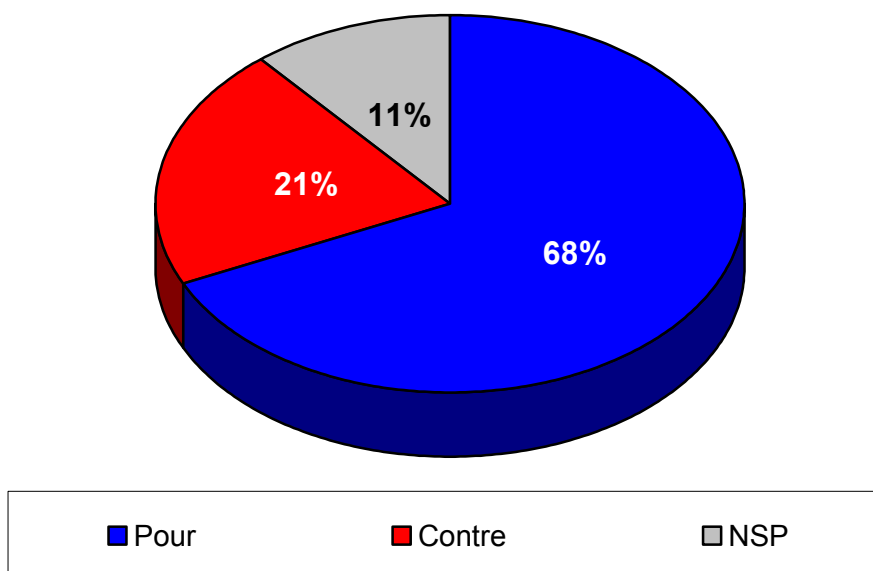
Les Français manifestent – et c'est nouveau – une petite préférence pour le niveau européen par rapport au niveau national dans le domaine de l'agriculture et de la pêche (51% au niveau européen, 45% pour le niveau national). En novembre 2006, le rapport était inversé (48% pour le niveau national, 47% pour l'échelon communautaire).

En revanche, la balance penche toujours en faveur de l'échelon national pour la prise de décision en matière de lutte contre l'insécurité (51%), la protection des consommateurs (52%), l'aide aux régions en difficulté (53%), les transports (55%) et la lutte contre le chômage (65%).

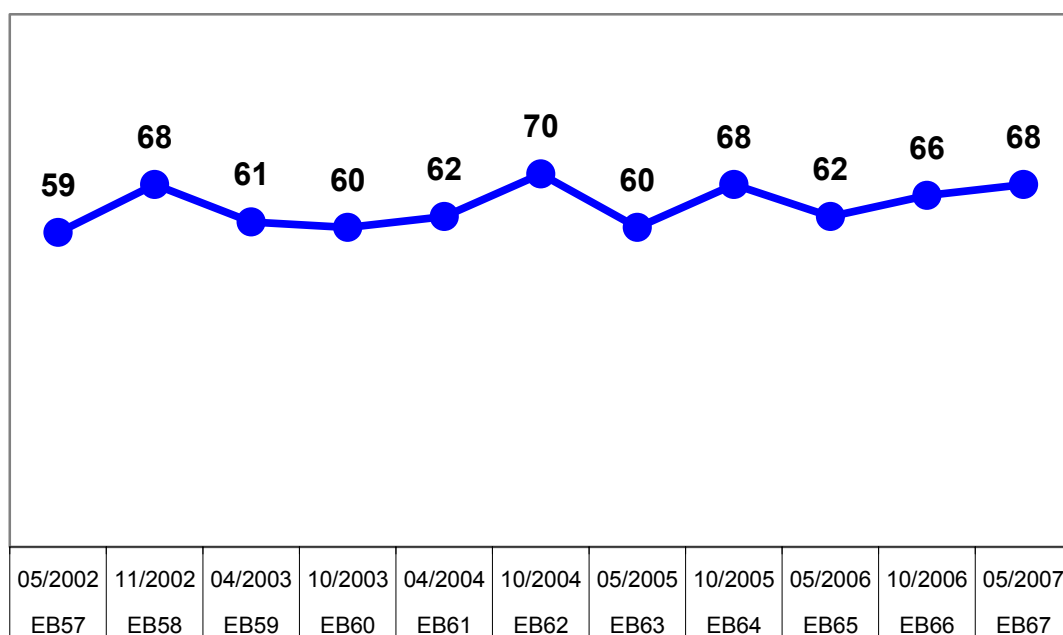
E) LES INSTITUTIONS

La progression de l'idée d'une "Europe à deux vitesses"

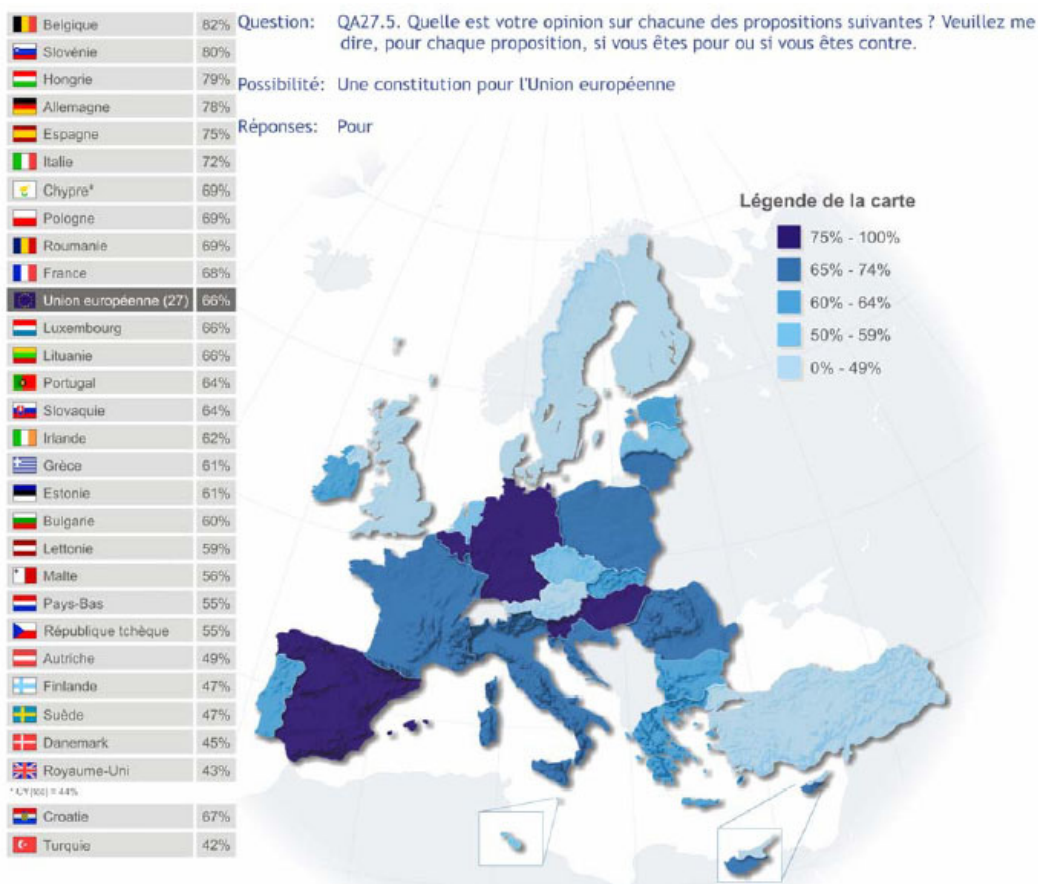
Êtes-vous pour ou contre une constitution européenne ?



Dans cette étude, réalisée avant le Conseil européen de juin 2007 qui a entériné l'idée d'un "traité simplifié" et le lancement d'une nouvelle Conférence intergouvernementale, 68% des Français se déclarent favorables au principe d'une constitution européenne⁶. Il s'agit d'une hausse de deux points par rapport à l'automne dernier et de six points en un an.

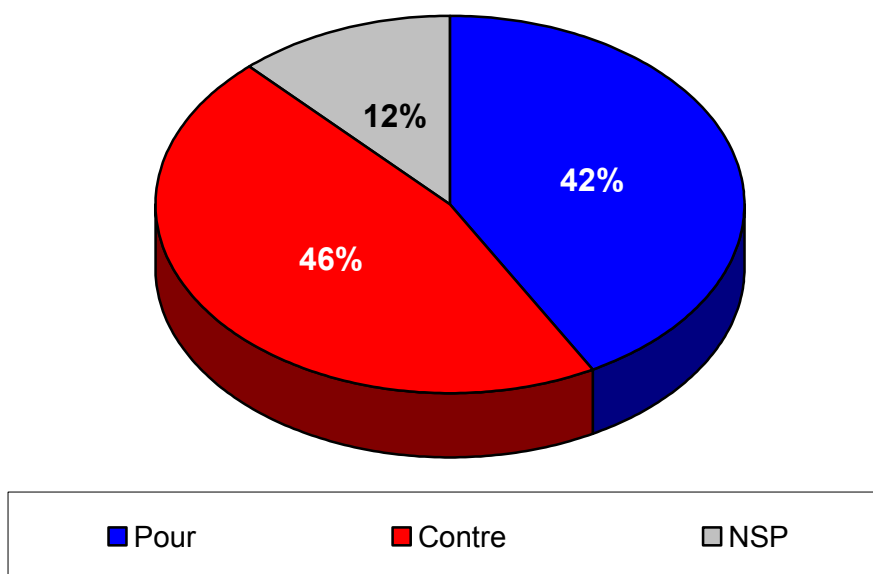


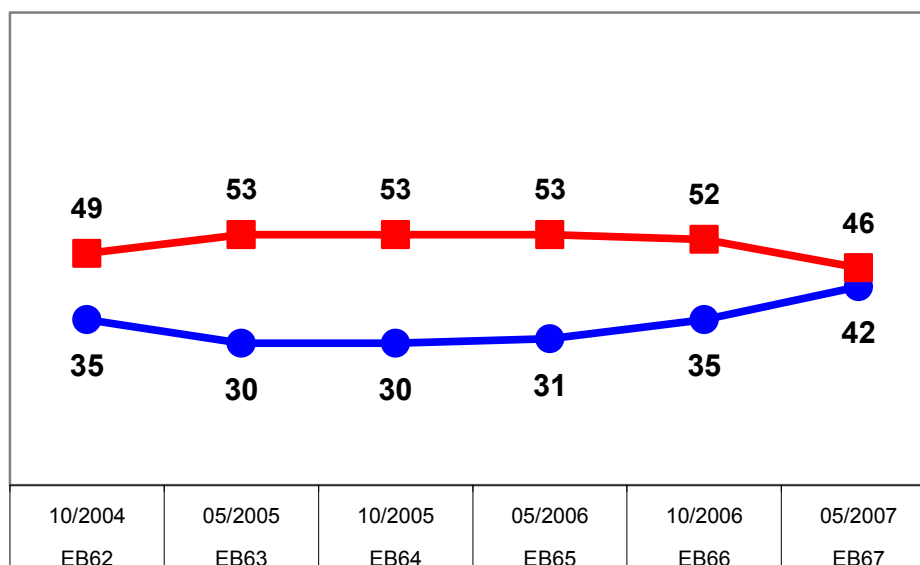
⁶ La question posée ne porte pas spécifiquement sur le projet de traité constitutionnel contre lequel une majorité des Français se sont prononcés par référendum le 29 mai 2005.



On remarque que la France se situe six points au-dessus de la moyenne UE-27, les Belges, les Slovènes, les Hongrois, les Allemands et les Espagnols se situant dans le haut du tableau. Les Finlandais, les Suédois, les Danois et les Britanniques manifestent le plus de réticences.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Êtes-vous pour ou contre une vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans les autres ?





La question de l'Europe à plusieurs vitesses (que l'on peut décliner sous la forme de l'avant-garde, du noyau dur ou des coopérations renforcées) pourrait être au centre des débats politiques européens des prochaines années.

Les Français semblent ressentir la nécessité d'avancer de manière différenciée pour dépasser les blocages de l'unanimité.

Les dernières enquêtes Eurobaromètre dessinent une tendance très nette : jusqu'à une époque récente, les Français étaient fortement opposés à l'émergence d'une Europe à plusieurs vitesses. Depuis deux ans, l'écart tend à se resserrer : le pourcentage des personnes favorables « à une vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays » (42%) rejoint presque la part des détracteurs d'une Europe à plusieurs vitesses (46%). Plus encore, les partisans de l'« avant-garde » gagnent 7 points en six mois et 12 en dix-huit mois.

Au demeurant, 52% des personnes interrogées en France estiment que « les pays qui sont prêts à intensifier le développement d'une politique commune dans certains domaines importants devraient le faire sans devoir attendre les autres pays », tandis que 37% considèrent que ces pays « devraient attendre que tous les États membres soient prêts à le faire » (11% ne se prononcent pas).

CONCLUSION

La présente enquête Eurobaromètre a été réalisée en France en plein débat présidentiel. La perspective d'un changement politique majeur était ancrée dans l'esprit des citoyens et ceux-ci anticipaient, de plus en plus largement au cours de la période d'enquête, l'élection de Nicolas Sarkozy.

Cette attente d'un bouleversement politique, conjuguée à un climat économique objectivement plus favorable, a sans nul doute contribué à desserrer l'étau du pessimisme dans lequel était plongée l'opinion. Tout en dressant un constat particulièrement sévère sur l'état économique de leur pays et tout en manifestant une sensibilité aiguë au problème du chômage, les Français expriment une crainte de l'avenir moins intense qu'au cours de la période précédente. Tout en demeurant plus rétifs à la mondialisation que d'autres peuples, ils paraissent un peu moins effrayés par cette dernière qu'il y a encore quelques mois.

Dans ce contexte porteur, on enregistre, en France comme dans l'ensemble de l'Union, une amélioration de la plupart des indicateurs de soutien à la construction européenne. Qu'il s'agisse de la confiance dans cette dernière, du jugement porté sur l'appartenance à celle-ci, ou de l'impression que le pays en bénéficie, on relève des niveaux qui n'avaient pas été mesurés depuis le référendum constitutionnel du printemps 2005.

A part sur la question de l'élargissement, les Français se montrent toujours partisans d'une plus grande intégration: ils plébiscitent la PESC, souhaitent que l'Union joue son rôle en matière de lutte contre le réchauffement climatique et lui reconnaissent une légitimité forte en matière de politique énergétique, de recherche ou de lutte contre le terrorisme.

Cinquante ans après le traité de Rome et deux ans après le "non" au référendum constitutionnel, les Français sont très largement favorables au principe d'une Constitution, ils semblent attachés aux symboles de l'Union que sont le drapeau ou la monnaie, ils acceptent plus aisément que par le passé l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses et ils se montrent optimistes sur l'avenir de l'Union.

Un nouveau cycle politique commence avec le retour de la croissance, l'élection d'un nouveau Chef de l'Etat et la relance institutionnelle de l'Union. L'opinion publique aborde cette nouvelle phase avec un certain optimisme.

EUROBAROMETRE « Standard » 67.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 10 avril et le 15 mai 2007, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, a réalisé la vague 67.2 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction Générale de la Communication, unité « Analyse de l'opinion publique et des médias ».

L'EUROBAROMETRE STANDARD 67.2 fait partie de la vague 67.2 et couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des pays Membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 67.2 a été conduit également dans les deux pays candidats (la Croatie et la Turquie) et en Communauté Turque Chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN	POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1011	11/04/2007 07/05/2007	8.650.994
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1039	13/04/2007 26/04/2007	6.671.699
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1043	13/04/2007 04/05/2007	8.571.710
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1002	10/04/2007 14/05/2007	4.411.580
DE	Allemagne	TNS Infratest	1513	10/04/2007 09/05/2007	64.361.608
EE	Estonie	TNS Emor	1005	16/04/2007 14/05/2007	887.094
EL	Grèce	TNS ICAP	1000	10/04/2007 08/05/2007	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1000	10/04/2007 10/05/2007	37.024.972
FR	France	TNS Sofres	1013	10/04/2007 08/05/2007	44.010.619
IE	Irlande	TNS MRBI	1000	10/04/2007 10/05/2007	3.089.775
IT	Italie	TNS Abacus	1010	10/04/2007 08/05/2007	48.892.559
CY	Rép. de Chypre	Synovate	502	11/04/2007 07/05/2007	596.752
CY(tcc)	Rép. Turque Chypriote	KADEM	500	10/04/2007 06/05/2007	157.101
LV	Lettonie	TNS Latvia	1013	13/04/2007 15/05/2007	1.418.596
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1018	10/04/2007 05/05/2007	2.803.661
LU	Luxembourg	TNS ILReS	511	10/04/2007 07/05/2007	374.097
HU	Hongrie	TNS Hungary	1006	12/04/2007 10/05/2007	8.503.379
MT	Malte	MISCO	500	10/04/2007 30/04/2007	321.114
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1009	10/04/2007 10/05/2007	13.030.000
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1011	10/04/2007 01/05/2007	6.848.736
PL	Pologne	TNS OBOP	1000	10/04/2007 02/05/2007	31.967.880
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1011	14/04/2007 07/05/2007	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1019	10/04/2007 08/05/2007	18.173.179
SI	Slovénie	RM PLUS	1013	10/04/2007 09/05/2007	1.720.137
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1106	13/04/2007 01/05/2007	4.316.438
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1038	16/04/2007 09/05/2007	4.348.676
SE	Suède	TNS GALLUP	1005	10/04/2007 10/05/2007	7.486.976
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1319	10/04/2007 07/05/2007	47.685.578
HR	Croatie	Puls	1000	10/04/2007 07/05/2007	3.722.800
TR	Turquie	TNS Piar	1005	10/04/2007 10/05/2007	47.583.830
TOTAL			29222	10/04/2007 15/05/2007	444.406.021

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points